



CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE  
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

2008 - 2009



**CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE  
ECONOMIQUE ET SOCIALE (CRES)**

Rue de Kaolack x Rue F, Point E, Dakar, Sénégal

CP : 12023 - BP : 7988 Dakar Médina

Tél. : (221) 33 864 77 57

Fax : (221) 33 864 77 58

Email : [contact@cres-sn.org](mailto:contact@cres-sn.org) ; [cres\\_ucad@yahoo.fr](mailto:cres_ucad@yahoo.fr)

Site web: [www.cres-sn.org](http://www.cres-sn.org)

Rapport d'Activités 2008-2009

Tous droits réservés

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>NOTRE VISION / NOS OBJECTIFS</b>	<b>6</b>
<b>LES CHERCHEURS DU CRES</b>	<b>8</b>
<b>NOS DÉPARTEMENTS DE RECHERCHE</b>	<b>10</b>
<b>NOS RÉSULTATS DE RECHERCHE EN 2008-2009</b>	<b>14</b>
<b>NOS RECHERCHES EN COURS</b>	<b>20</b>
<b>ÉTUDES RÉALISÉES</b>	<b>25</b>
<b>NOS FORMATIONS</b>	<b>29</b>
<b>NOS PUBLICATIONS</b>	<b>36</b>
<b>NOS PARTENAIRES</b>	<b>39</b>
<b>RAPPORT FINANCIER</b>	<b>43</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>44</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>45</b>

# Introduction



**A**vec cinq années d'existence seulement, le CRES est encore une jeune organisation. Mais que de chemin parcouru au cours de cette courte période ! Armés de leur conviction que le Sénégal et l'Afrique ont besoin d'une recherche quantitative de qualité au service du développement économique et social des populations, les onze membres fondateurs du CRES n'ont pas hésité, un seul instant, à aller jusqu'au bout de leur ambition, celle de contribuer à l'édification d'une institution indépendante dispensant une recherche de qualité sur les politiques économiques et sociales. Cette mission explique sans aucun doute la volonté du CRES de tisser des relations solides avec les décideurs publics et privés, la société civile, les partenaires techniques et financiers et les institutions de recherche.

Le rapport d'activités 2008/09 que nous vous présentons ici fait le point sur les travaux réalisés par le Consortium au cours de ces deux années, et ceux encore en cours. De plus, il aborde les formations dispensées pour le renforcement des capacités non seulement de ses membres mais aussi des experts des administrations sénégalaises et de la région, les travaux commandités et les réformes entreprises pour rendre l'institution plus forte, plus efficace.

Ces deux années ont constitué, à bien des égards une période de rupture.

D'abord au plan organisationnel, l'institution a entamé une restructuration en se dotant d'un organigramme plus conforme au niveau de développement de ses activités. Cette structuration se traduit par le renforcement de son personnel administratif et technique.

Ensuite, l'élaboration d'un plan stratégique a été une opportunité pour pousser plus loin la réflexion commune sur la vision, la mission, les valeurs qui constituent le ciment des relations entre tous ceux qui sont actifs dans l'organisation. Cet exercice a permis aussi la définition d'un agenda de recherche tenant compte des mutations et enjeux aux plans, tant local, national, africain qu'international, ainsi que des domaines de compétence de ses chercheurs.

Enfin, les thèmes d'étude et de recherche se sont élargis, embrassant les OMD tels la pauvreté, l'éducation, la santé, l'eau-assainissement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, avec le souci de mettre davantage l'accent sur les politiques en cours dans les pays africains.

**Pr Abdoulaye DIAGNE**

Directeur exécutif

## Notre VISION / Nos OBJECTIFS

Le CRES est une institution de recherche indépendante au service du Sénégal et de l'Afrique, capable de produire des idées utiles et novatrices pour le progrès économique et social des populations.

Son crédo est la promotion de la recherche et des jeunes chercheurs dans le domaine socio-économique afin de produire des savoirs et savoir-faire pour mieux orienter la prise de décision publique et privée au Sénégal et en Afrique.

Notre devise est

***Une recherche de qualité au service du développement.***

**A court, moyen et long termes, l'objectif du CRES est de contribuer à la conception et à la mise en œuvre de politiques économiques et sociales permettant l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet objectif général se décline en plusieurs objectifs stratégiques.**

### ● Dans le domaine de la recherche :

- la production de connaissances fiables et novatrices, pour aider les décideurs dans la prise de décision pour l'amélioration de la qualité des politiques de développement en Afrique ;
- la production, pour la société civile, des éléments de plaidoyer lui permettant de mieux influencer positivement les décideurs nationaux, africains, et la communauté internationale ;
- la valorisation de l'expertise africaine en matière de recherche en sciences économiques et sociales ;
- la participation à la lutte contre la pauvreté en Afrique, par une analyse permettant la compréhension des phénomènes socioéconomiques dans nos pays en voie de développement ;
- la prise en compte de la dimension genre dans l'ensemble des activités de recherche.

### ● Dans le domaine de la formation

- La poursuite et l'amplification de sa politique de renforcement des capacités de ses chercheurs, personnels administratifs et techniques, des jeunes chercheurs africains et des experts des administrations

africaines ;

- le renforcement des capacités des décideurs pour les rendre plus aptes à prendre des décisions éclairées ;
- le renforcement des capacités des agents de l'administration et de la société civile dans le domaine socioéconomique ;

### ● Dans le domaine de la communication :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie pluriannuelle de communication pour influencer les décideurs dans les choix des politiques de développement et améliorer la visibilité du CRES ;
- le développement d'un programme éditorial hardi basé sur la production de supports imprimés et de supports électroniques ;
- la mise en œuvre d'une politique active de dissémination des résultats de ses travaux ;
- la création et l'animation d'un site internet prometteur pour mieux interagir avec l'environnement extérieur.

### ● Dans le domaine du partenariat :

- le développement de la coopération entre différents centres de recherche, notamment en Afrique ;
- la réalisation de programmes de recherche conjoints, la mutualisation des produits de la recherche, un échange de chercheurs et d'expériences, etc.
- le renforcement du partenariat avec les universités sénégalaises et étrangères, les organisations de la société civile, les administrations publiques africaines et les organisations d'intégration africaine.

## ● Dans le domaine de la gouvernance

Les règles de gouvernance et de fonctionnement de l'Association sont édictées par le Code des Obligations Civiles et Commerciales (COCC), les statuts et le règlement intérieur.

L'Assemblée Générale est l'instance suprême de l'Association. Composée de membres qui remplissent les conditions requises par les statuts de l'Association, elle se réunit obligatoirement au moins une fois par an de manière ordinaire pour statuer sur la situation, l'activité et la gestion de l'Association.

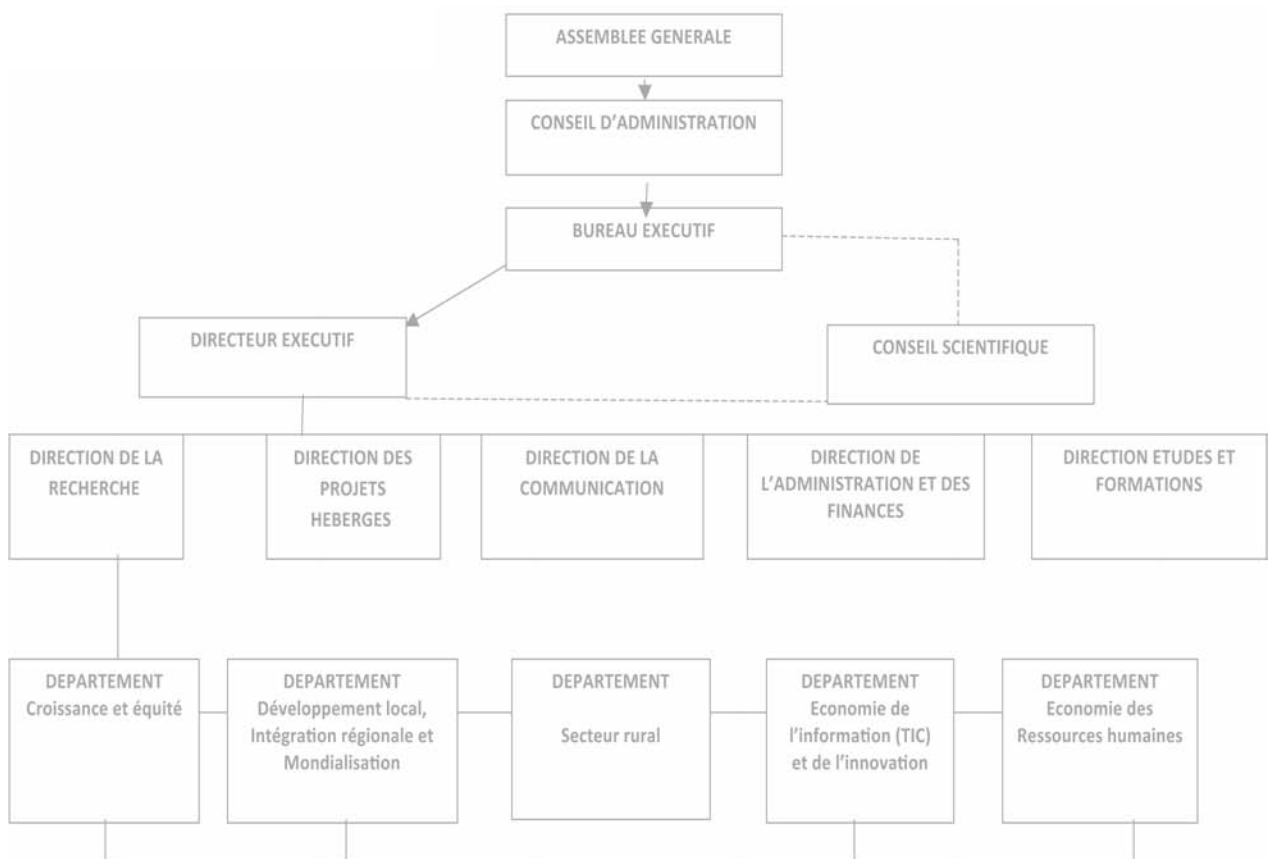
Le Conseil d'Administration agit sur délégation de l'Assemblée Générale dont il est une émanation. Il a pour principale mission de mettre en œuvre le plan d'actions défini ou approuvé par l'Assemblée Générale.

Le Bureau Exécutif bénéficie d'une délégation des pouvoirs du Conseil d'Administration. Il est chargé de la gestion quotidienne de l'Association et de l'exécution du plan d'actions défini par le Conseil d'Administration.

Les objectifs du domaine visent :

- l'amélioration du système de gouvernance par le fonctionnement régulier et efficace de ses organes de gestion ;
- la mise en place d'une administration efficace de la recherche pour permettre aux chercheurs et administrateurs de relever les défis à la fois locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

## ORGANIGRAMME DU CRES



# LES CHERCHEURS DU CRES

## Marie Suzanne BADJI

Enseignante/Chercheuse au Département d'Economie de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar



Chercheuse Associée du Groupe de Recherche en Economie du Développement International (GREDI) du Département Economique de la Faculté d'Administration de l'Université de Sherbrooke

### Domaines de recherche

- Privatisation, Pauvreté, Genre/Femme, Santé nutritionnelle des enfants
- Analyse d'impact de politiques économiques,
- Commerce international, Productivité et compétitivité
- Mondialisation, Intégration
- Email : suzepadji@yahoo.fr

## Fatou CISSE

Enseignante chercheuse à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion à l'UCAD



### Domaines de recherche

- Intégration régionale
- Croissance, redistribution et pauvreté
- Modèle d'équilibre général calculable
- Email : cissefatou@yahoo.fr

## François Joseph CABRAL

Enseignant-chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG)/UCAD



### Domaines de recherche

- Modélisation en équilibre général et analyse d'impact des effets microéconomiques des réformes économiques ou de chocs externes ;
- Microsimulation
- Libéralisation commerciale, Accord agricole, Pauvreté et inégalité de revenus
- Agriculture
- Email : joecabral7@hotmail.com

## Gaye DAFPE

Enseignant-chercheur à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) Université Cheikh Anta Diop (UCAD)



### Domaines de recherche

- Relations économiques internationales et politiques commerciales et d'investissement
- Echange entre pays développés et pays en développement.
- Secteur informel
- Théorie et politiques de l'emploi et de la répartition
- Politiques d'ajustement structurel
- Economie de l'éducation
- Pauvreté, inégalités et croissance
- Email : gdaffe@yahoo.fr

## NOTRE SLOGAN

*Une recherche de qualité au service du développement*

### Mamadou DANSOKHO

Enseignant chercheur maître assistant à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar/Sénégal



#### Domaines de recherche

- Modèles d'équilibre général calculables
- Mesure et analyse de la pauvreté et des inégalités
- Economie agricole
- Economie de l'environnement
- Email : mdansoko@refer.sn

### Abdoulaye DIAGNE

Professeur titulaire à la Faculté de Sciences économiques et de gestion à l'Université

Cheikh Anta Diop de Dakar



#### Domaines de recherche

- Politiques publiques, Intégration régionale, Economie de l'éducation et de la santé
- Email : cres\_ucad@yahoo.fr

### Mbaye DIENE

Enseignant - Chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)



#### Domaines de recherche

- Fiscalité
- Inégalités et pauvreté
- Croissance et redistribution
- Economie de l'information et de l'innovation
- Analyse de politiques économiques
- Email : mbayedienesn@yahoo.fr

### Mar Cathy DIENG Sylla

Enseignante chercheuse à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) – Dakar et Chercheuse au Consortium pour la Recherche Economique et sociale (CRES)



#### Domaines de recherche

- Régulation
- Nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Economie industrielle
- Email : macassy@yahoo.fr

### Cheikh Ibrahima NIANG

Enseignant-Chercheur à l'Institut des Sciences de l' Environnement, Faculté des Sciences et Techniques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Directeur de l'Institut sur le genre au CODESRIA

#### Domaines de recherche

- Anthropologie sociale appliquée aux problèmes d'environnement et de développement Sénégal
- recherche
- Recherche qualitative en sciences sociales et de sensibilisation à l'approche-genre,
- Sociologie
- Sciences de l'Environnement
- Anthropologie
- E-mail : ciniang@sentoo.sn

### Abdoulaye SAKHO

- Directeur de l' Ecole Doctorale en Sciences Juridiques Politiques Economiques et de gestion (SJPEG/UCAD)



#### Domaines de recherche

- Droit de la régulation
- Droit du Sport
- Droit économique et des Affaires
- Email : profasakho@yahoo.fr



## Nos DÉPARTEMENTS DE RECHERCHE

Au cours de la période 2008/2009, le CRES a mis en place cinq (5) départements de recherche.

### Département Croissance et Équité

Au cours des cinq dernières années, les chercheurs du CRES ont mené de nombreux travaux sur les questions de pauvreté, de distribution et d'accès aux services sociaux. Durant les quatre prochaines années, le programme de recherche du Département Croissance et équité mettra davantage l'accent sur l'analyse des sources de la croissance et des interactions entre croissance, inégalités et pauvreté afin de mieux d'identifier les voies les plus rapides pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté.

Les principales questions qui retiendront l'attention sont les suivantes :

- Comment se présente l'évolution temporelle de la pauvreté et des inégalités ?
- Quel est le rôle de la croissance et de la redistribution dans la dynamique de la pauvreté ?
- Quelles sont les sources d'une croissance économique pro pauvre ?
- Quelle place faut-il accorder au marché du travail ?



**Fatou CISSÉ**  
Chef de département

- Quelles sont les implications de politiques macroéconomiques et sectorielles d'une croissance pro-pauvre ?
- Quels sont les effets de la mondialisation sur la croissance, la distribution de revenus et le bien-être des populations ?

Diverses méthodes seront sollicitées combinées pour répondre à ces questions. Elles vont de la construction d'indicateurs d'impact micro et macroéconomiques, à la recherche expérimentale, et à l'analyse d'impact par des modèles micro économétriques et d'équilibre général calculable, etc.

Pour tenir compte de la dimension genre, des indicateurs spécifiques seront construits pour saisir les différences entre les hommes et les femmes, dans les interactions entre croissance, inégalités et pauvreté.

Les informations qui seront utilisées dans les différents travaux proviendront de sources secondaires et de sources primaires. Les données primaires seront de type, à la fois, quantitatif et qualitatif.

### Département Mondialisation, Intégration régionale et Développement local

La mondialisation des systèmes de production et d'échange se définit comme le double processus de transformation de la division internationale du travail et l'interdépendance croissante des économies nationales. Tout le problème est de savoir comment se réalise cette articulation, et quelles politiques et stratégies économiques sont suscep-



**Gaye DAFÉ**  
Chef de département

tibles de lever les contraintes qu'impose cette interdépendance.

Ce problème soulève de nombreuses autres questions :

- La mondialisation permet-elle aux pays en développement de mettre en place des politiques économiques permettant, par l'amélioration de leurs capacités d'investissement et d'exportation, leur insertion réussie dans le

commerce mondial?

- Les politiques économiques nationales et régionales sont-elles bien conçues pour faire face aux chocs liés aux changements de l'environnement international ?
- N'y aurait-il pas une contradiction entre les politiques de libéralisation de l'économie et les stratégies de développement local ?

Le CRES a d'ores et déjà accumulé un important capital en matière de recherche sur le développement local, l'intégration régionale et la mondialisation à travers des travaux de recherche portant sur l'impact de la libéralisation sur l'agriculture, le développement de l'entreprenariat des migrants sénégalais, les investissements directs étrangers et

le tourisme, la libéralisation du commerce des services TIC, l'impact des transferts des migrants sur le financement de l'économie et la pauvreté, etc.

Les programmes de recherche du Département Mondialisation, Intégration régionale et Développement local visent à aller plus loin dans l'exploration des interactions économiques, institutionnelles, sociales, et politiques existant entre le local et le global. Ces recherches permettront de mieux préparer les États nationaux et les organisations régionales aux négociations en cours aussi bien au sein de l'OMC qu'entre l'Union européenne et la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

## — Département Économie des Ressources humaines —

Investir dans le capital humain, à travers l'éducation, la santé et les politiques de population, est la voie royale pour assurer la croissance économique durable, modifier les comportements, et instaurer une société démocratique.

Le contexte de rareté des ressources, parfois extrême, dans lequel évoluent nombre de pays africains, ne constitue pas un obstacle dirimant à l'accès des populations pauvres à une éducation et à des soins de santé de qualité. Des politiques menées dans les secteurs producteurs de ces services dépendent, à long terme, le niveau et la qualité du capital humain qu'un pays parvient à accumuler. Contribuer, par la recherche et la formation, à l'amélioration de telles politiques est, à coup sûr, un investissement coût-efficace.

Au cours des trois dernières années, le CRES a conduit de nombreux travaux sur les questions d'éducation et de santé, en partenariat avec les ministères de l'éducation et de la santé au Sénégal, et des réseaux de recherche et institutions de développement en Afrique.

Durant les quatre prochaines années, son programme de recherche sur les ressources humaines insistera sur l'étude la dynamique des interactions entre éducation, santé et population. Il vise à iden-



tifier les voies qui assurent une réalisation aussi rapide que possible des objectifs du millénaire du développement en Afrique, dans ces trois domaines. Les principales questions qui retiendront l'attention sont les suivantes :

- Quels sont, actuellement, les plus importants freins à l'accès ou au maintien des enfants à l'école primaire, leur progression dans le cycle d'enseignement secondaire ?

- Quels rôles peuvent jouer, dans les zones défavorisées, des interventions sous forme de programmes de cantines scolaires, de déparasitage intestinal, de transferts d'argent, etc., pour améliorer les statuts nutritionnel et sanitaire, ainsi que les performances des élèves ?

- A moyen et long termes, quels sont les impacts des programmes majeurs en matière d'éducation et de santé sur la productivité globale des facteurs, la croissance économique, la distribution des revenus, les indicateurs de santé et la démographie ?

Diverses méthodes seront combinées pour répondre à ces questions : recherche expérimentale, évaluation d'impact, modélisation en équilibre général calculable, etc. Des données primaires secondaires et primaires seront collectées pour disposer d'une base d'informations appropriées.

## Département secteur rural

D'après les données du Fonds international de développement agricole (FIDA), le nombre d'êtres humains qui pourraient avoir chroniquement faim d'ici à 2025 s'élèvera à 1,2 milliard. Dans ce contexte, la forte hausse des prix des denrées alimentaires a remis les questions de l'agriculture au cœur des préoccupations des analystes en économie du développement.

Au Sénégal, en dépit d'un objectif clairement affiché par le plan céréalier d'auto-suffisance alimentaire de l'ordre de 80%, à l'horizon 2000, les performances cérésières ont fléchi. Cette baisse de performance de l'agriculture vivrière a été précédée du déclin de l'agriculture de rente.

L'objectif du Département Secteur rural est de contribuer, à travers des travaux d'ana-lyse et de prévision s'appuyant sur des techniques quantitatives et qualitatives, à la définition de politiques agricoles et de développement rural, capables d'éliminer la pauvreté et la malnutrition au Sénégal et en Afrique.

Afin d'atteindre cet objectif, le pôle s'appuiera sur un pool de chercheurs seniors et juniors tournés vers les tournés autour des questions agricoles et rurales. Le Département développera également une collaboration sur des questions spécifiques de recherche avec des institutions orientées vers les activités rurales (IFPRI, IPAR, CNCR, etc.).



**Mamadou DANSOKHO**  
Chef de département

## Département économie de l'information et de l'innovation

L'économie contemporaine est caractérisée par l'importance de l'information et de l'innovation. D'abord, le contexte international est marqué par des avancées fulgurantes en matière de création, de traitement, de transmission, et d'utilisation de l'information. Ensuite, les innovations, qui sont des processus de découverte et d'apprentissage irréversibles, susceptibles d'aboutir à des solutions techniques nouvelles et économiquement applicables, sont un grand enjeu pour le développement international. C'est pourquoi, le Département de l'information et de l'innovation se fixe comme objectif d'entreprendre des activités de recherches théoriques et empiriques, dans ces domaines, pour promouvoir une meilleure compréhension des opportunités de développement économique et social qu'ils offrent au Sénégal et à l'Afrique.

Le Département s'est déjà engagé dans un programme de recherche qui porte sur les interactions



**Mbaye DIENE**  
Chef de département

entre les TIC, la croissance et la pauvreté, dont les objectifs sont, entre autres :

- d'améliorer les méthodologies d'évaluation des effets des TIC sur la croissance économique à travers les micros et petites entreprises, et sur les conditions de vie des ménages ;

- de fournir des preuves empiriques sur l'importance de la diffusion et l'utilisation des TIC pour la réduction de la pauvreté des individus ;

- de mettre à la disposition des autorités, les bases scientifiques pour l'élaboration des politiques publiques visant à l'utilisation des TIC comme moyens de réduction de la pauvreté ;

- le programme du Département pour les quatre prochaines années porte sur des domaines d'investigation pouvant donner réponse aux problématiques suivantes :

- \* comment favoriser le développement économique, promouvoir l'égalité des chances, l'emploi et

l'équité de genre, grâce aux innovations et aux TIC ?

\* par quels mécanismes, les TIC et l'innovation, renforcent-elles les liens entre la croissance économique, le bien-être, la productivité et le capital humain ?

\* comment par une meilleure prise en compte des questions d'innovation et de technologies, les politiques publiques favorisent-elles l'intégration de l'économie nationale dans la mondialisation, et par là, son ouverture extérieure ?

\* comment encourager les capacités nationales

d'appropriation des technologies de l'information et de la communication ?

\* en quoi l'innovation peut-elle être favorable à la survie et au développement des PME domestiques, et quelles sont les implications en termes de régulation et de contrôle de la concurrence?

\* quels sont les facteurs qui favorisent l'attractivité de l'économie domestique, pour les firmes multinationales, sachant que ces dernières sont vectrices d'innovations et de technologies nouvelles ?

## Les chercheurs associés



Ibrahima THIAM  
imthiam@yahoo.fr



El Hadj Alioune CAMARA  
camara.cresucad@yahoo.fr



François Seck FALL  
fallfranc@yahoo.fr



Bity DIENE  
dienebity@yahoo.fr



Théophile AZOUMAHOU  
azomahou@merit.unu.edu



Anne Sophie ROBILLARD  
robillard@dial.prd.fr



Ismaël FOFANA  
ifofana@ecn.ulaval.ca

## Le Personnel administratif et technique



Directeur administratif  
et financier  
Jean Jacques BADJI  
jjbadji@yahoo.fr



Comptable  
Bounama COULIBALY  
mamecheikhsn@hotmail.com



Assistante de  
direction  
Mame Sokhna THIAW  
sokhna\_thiaw@hotmail.com



Assistante de  
programme  
Mariétou MBAYE  
marietoum@hotmail.com



Directeur de la  
communication  
Doudou NDIAYE  
doudoucrs@yahoo.fr



Chargé de  
publication  
Boubacar DIAO  
papadia3@hotmail.com



Chargé de  
publication  
Michel FAYE  
ndigufaye@yahoo.fr



Informaticien  
Kadja AKILAA  
akilaak@hotmail.com



Statisticien  
Yaya KY  
y.ky@hotmail.com



Statisticien  
Ibrahim SADOU  
ibrahimtcx@yahoo.fr



Statisticien  
Ousmane BIRBA  
birbaous@yahoo.fr



Statisticien  
Harouna  
WASSONGMA  
wassongmah@yahoo.fr

## Nos doctorants



Ousmane SOKHNA  
sokhnaousmane@yahoo.fr



Fatoumata Lamarana DIALLO  
faatdiallo@yahoo.fr



Mamadou Aladji LY  
ahadji28@hotmail.com



Ndiouma FAYE  
papen@yahoo.fr



Moustapha LÔ  
mmoustaphalo@yahoo.fr

Les chercheurs du CRES ont capitalisé une grande expérience dans la conduite de programmes de recherche, dans des champs aussi variés que la croissance, la pauvreté, la libéralisation commerciale, l'agriculture, l'éducation. Les travaux menés ont permis à l'institution de consolider ses domaines traditionnels d'investigation, tout en se déployant dans de nouveaux champs d'activités tels que les TIC, la concurrence, la problématique de l'eau, les biocarburants, etc.). Ces recherches qui sont produites à un stade intermédiaire sous la forme de rapports de recherche, sont disséminées par le canal de supports internes (documents de recherche, ouvrages) et externes (revues à comité de lecture).

### Croissance agricole et options d'investissement pour la réduction de la pauvreté au Sénégal Quelle perspective pour la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA) ?

Démarrée depuis mai 2007 pour une durée de trois mois, les activités de cette recherche commanditée ont été prolongées jusqu'en juillet 2009 du fait de la complexité du travail de modélisation et des changements intervenus à la direction du DAPS. L'étude a pour objet d'explorer les conséquences de certaines politiques prévues dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture (PDDAA) sur la pauvreté au Sénégal. Plus spécifiquement, il s'agit de répondre à quatre questions. Premièrement, les tendances actuelles de la croissance de l'agriculture sénégalaise suffisent-elles pour atteindre 6 pour cent de croissance du PIB agricole, objectif assigné à chaque pays par le PDDAA ? Deuxièmement, au cas où le Sénégal atteindrait un taux de croissance de 6 pour cent de son PIB agricole, cette performance suffira-t-elle pour réduire, de moitié, son taux de pauvreté ?

Si non, quels taux de croissance agricoles et non agricoles seraient nécessaires pour y parvenir ? Troisièmement, quelles croissances agricole et non agricole seraient nécessaires pour que le Sénégal limite sa pauvreté à 17 pour cent en 2020 ? Quatrièmement, quel volume de dépenses publiques additionnelles serait requis pour atteindre un tel objectif ? Si 10 pour cent du budget de l'Etat étaient alloués à l'agriculture, comme le préconise le

PDDAA, cet effort relatif serait-il suffisant pour

atteindre les 6 pour cent de croissance agricole ?

Quel volume de ressources additionnelles serait requis ?

Les travaux effectués par l'équipe de modélisation ont permis :

i) d'évaluer

le volume d'investissements

nécessaires, année par

année, jusqu'à l'horizon

2020 ; ii) de proposer une

allocation des investissements

entre les différents

secteurs de l'agriculture ;

iii) de montrer la contribution

spécifique de l'agriculture à la réduction de la pauvreté.

Ces travaux ont aussi permis d'évaluer le réalisme de la nouvelle politique du gouvernement intitulé GOANA. Ce sont les résultats de ces travaux qui ont permis au Sénégal d'élaborer un programme à soumettre aux bailleurs, à l'occasion d'une table ronde sur le financement de l'agriculture. Dans le cadre de la préparation de cette table ronde, l'équipe du CRES a élaboré, pour le compte du Ministère de l'Agriculture, 4 brochures qui sont une synthèse des points développés dans le rapport de recherche. Ces brochures vont être distribuées à l'ensemble des acteurs du secteur agricole.

Depuis juillet 2009, le rapport final est disponible, et est en cours d'être édité par le CRES, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Affaires Etrangères. Cette recherche a été menée par une équipe de trois chercheurs du CRES : Abdoulaye Diagne, François J. Cabral, Fatou Cissé.

---

## Research ICT Africa (RIA).

---

Cette recherche est mise en œuvre en vue de doter les pays membres de Research ICT Africa (RIA) en informations et analyses nécessaires à la formulation de politiques appropriées pour une régulation efficace des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique. Il s'agit de savoir comment les ménages et les individus utilisent les TIC, et l'impact que ces derniers ont sur leurs conditions de vie..



Une enquête a été menée entre juin 2007 et avril 2008, dans 17 pays africains . Le CRES a été chargé de la réalisation de l'enquête au Sénégal, en collaboration avec l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD). Deux rapports de recherche ont été produits, à partir de la base de données de l'enquête. L'équipe de recherche a été conduite par Abdoulaye Diagne.

---

## Investissements directs étrangers (IDE) dans le tourisme et développement

---

Ce projet fait partie d'un vaste programme de recherche mis en œuvre dans plusieurs pays africains, notamment, en Afrique du Sud, Ouganda, Botswana, Kenya, Ile Maurice et Tanzanie. L'objectif est d'examiner le rôle des IDE dans le tourisme en Afrique de l'Ouest, afin de fournir des informations sur lesquelles les autorités pourront s'appuyer pour élaborer des politiques économiques permettant de mieux tirer profit des IDE dans le secteur touristique.

Les résultats montrent qu'il est nécessaire que le Sénégal encourage davantage les investissements étrangers dans le secteur touristique ; il apparait, à l'issue de cette étude, qu'il y a plusieurs voies possibles.

- D'abord le développement des infrastructures routières, notamment, pour désenclaver les zones urbaines. Les investisseurs étrangers et locaux considèrent

que cela pourrait réduire leurs coûts et encourager la demande. Les efforts déjà entrepris, dans ce sens, depuis une dizaine d'années, sont porteurs d'espoir, ils devraient être poursuivis.

- Ensuite le secteur touristique doit être soutenu, puisque c'est un grand pourvoyeur d'emplois directs et indirects. Les investissements étrangers contribuent largement au renforcement des capacités dans le secteur touristique, notamment, par les formations dans la restauration, l'administration, la réception, etc. Le soutien pour l'emploi passe par des incitations à l'embauche d'employés à temps plein. L'équipe du projet est composée de Mbaye Diene, de Mar Cathy Dieng et de Moubarack Lô.

---

### **Tendance de la pauvreté au Sénégal entre 1994 et 2001 : une approche multidimensionnelle basée sur les ensembles flous**

---

Cette Recherche menée dans le cadre du programme Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies (MIMAP), vise à dégager les tendances des différents aspects de la pauvreté au Sénégal entre 1994 et 2001, en utilisant une approche multidimensionnelle. Les résultats montrent une dégradation relative des conditions de vie des ménages sénégalais entre 1994 et 2001. L'étude s'est intéressée aux dimensions dominantes de la pauvreté multidimensionnelle au Sénégal pendant la période sus-indiquée, notamment : (i) le niveau de vie (mesurée par les dépenses annuelles et la possession de biens durables), (ii) le niveau d'éducation, (iii) la source d'approvisionnement en eau, (iv) le combustible pour la cuisine et (v) les caractéristiques liées au logement. Les résultats montrent une dégradation relative des conditions de vie des ménages sénégalais, entre 1994 et 2001. La recherche a été menée par Fatoumata Lamarana Diallo et Moussa Ounténi.

---

### **«Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance» Ouvrage publié sous la direction de Gaye Daffé et Abdoulaye Diagne**

---

Cet ouvrage propose des contributions originales sur les évolutions sociales et économiques du Sénégal, dans une perspective de longue durée. Il suscite des questionnements sur les dynamiques de la pauvreté, dans un Sénégal pris dans le tourbillon des crises et des innovations, mais aussi des contraintes de la mondialisation. Il analyse les investissements réalisés dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté, examine la question de la sécurité alimentaire et celle de l'équité des politiques publiques, plus particulièrement, dans l'accès à l'éducation ou à l'eau potable, et dans le domaine de la santé. Il s'interroge aussi sur la pertinence des cadres théoriques et des politiques préconisés par les bailleurs de fonds, pour faire face aux défis de la pauvreté. Il suggère des pistes de décision et d'action pour ceux qui, à des degrés divers, participent à la construction de l'avenir du pays. Cet ouvrage constitue donc un outil de référence pour comprendre les principaux défis auxquels le Sénégal fait face aujourd'hui. Trois chercheurs du CRES (Gaye DAFÉ, François J. CABRAL et Abdoulaye DIAGNE) y ont contribué.

---

**« La lutte contre la pauvreté est-elle au cœur des politiques publiques ? » (p. 8 à 27 de l'ouvrage)**

---

Devenu éligible à l'initiative PPTTE, le Sénégal a, en 2000, engagé le processus d'élaboration de son Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) dont l'objectif est de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. Lancé en 2003, le DSRP est fondé sur le lien étroit supposé exister entre la stabilité macro-économique, la croissance et la réduction de la pauvreté. Cependant, cinq ans après la mise en œuvre du DSRP, aucune évaluation sérieuse des effets des réformes sur la pauvreté n'a été entreprise. Les résultats de l'évaluation de la première phase du DSRP (2003-2005) et de l'Enquête sur le suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS) ne permettent d'imputer l'évolution des indicateurs de suivi de la pauvreté ni à la croissance ni à d'autres performances qu'on pourrait associer aux réformes mises en œuvre dans le cadre du DSRP.

Une telle éventualité exigerait qu'on mobilise des méthodes d'évaluation et des instruments d'analyse beaucoup trop sophistiqués. Elle aurait nécessité, notamment, d'estimer, pour les pauvres et les non pauvres, les effets distributifs des politiques aussi bien sur les revenus que sur les autres composantes du bien-être comme l'accès aux services éducatifs, de santé, etc. Or, c'est cet aspect que les politiques figurant dans le DSRP évitent soigneusement d'évoquer.

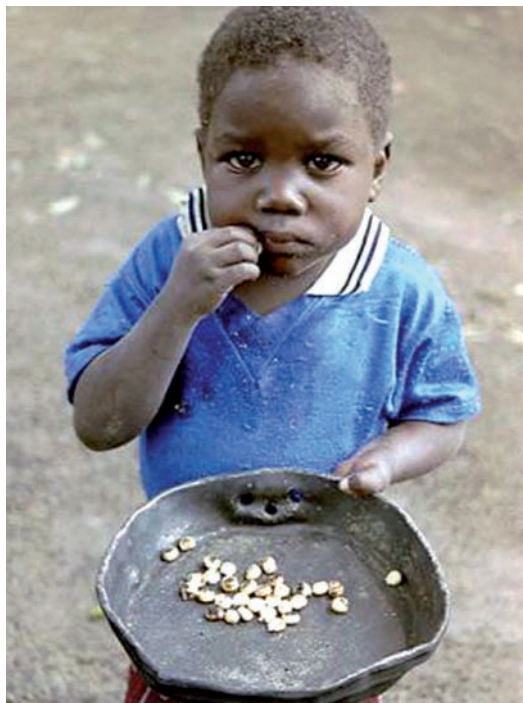
- par Gaye Daffé

---

**« Quels sont les déterminants de l'insécurité alimentaire ? » (p. 237 à 253 de l'ouvrage)**

---

Les « émeutes de la faim » de l'année 2008 ont eu le mérite de remettre les questions de la sécurité alimentaire au cœur des préoccupations des analystes. Nombre de ménages sénégalais n'accèdent pas au minimum nécessaire pour s'alimenter convenablement. Si cette part est peu élevée en milieu urbain, elle est relativement importante en milieu rural. Parmi les déterminants de l'insécurité alimentaire au Sénégal : la taille et la zone de résidence du ménage. L'âge est aussi positivement corrélé à la probabilité d'insécurité alimentaire. Quant aux ménages dirigés par des chefs appartenant à des groupes socio-économiques « cadre supérieur » et « professions intermédiaires », leur probabilité d'être touchés par l'insécurité alimentaire est réduite. L'accès à des revenus issus de l'élevage, les transferts et l'expérience contribuent également à réduire cette probabilité. En revanche, l'appartenance du chef de ménage à la catégorie des petits et moyens exploitants accroît le risque d'insécurité alimentaire. Aucune stratégie pertinente de sécurité alimentaire ne peut faire l'économie d'une réduction des disparités en terme d'opportunités de cash-flow entre les ménages résidant en milieu urbain et ceux localisés dans les zones rurales, plus exposés aux aléas.



- par François J. Cabral



---

**« L'accès des ménages à l'eau potable dans les banlieues de Dakar »**  
(p. 51 à 79 de l'ouvrage)

---



Les Objectifs de développement du millénaire (OMD) que la communauté internationale s'est fixés, à l'horizon 2015, sont devenus l'aune à travers laquelle sont évaluées les politiques des pays en développement. Privilégiant l'accès à l'eau potable, le présent papier examine, à partir de données d'enquête sur les banlieues de Dakar au Sénégal, les interactions entre cet OMD et ceux relatifs à la réduction de la pauvreté de moitié, à une éducation primaire de qualité pour tous, à la promotion de l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes. Le modèle de sélection à la Heckman qui a été estimé prouve l'homogénéité du comportement des ménages recourant à un branchement domiciliaire et celui des ménages s'approvisionnant à la borne-fontaine. Les résultats montrent aussi que les OMD liés à la pauvreté, à l'éducation, à la promotion de l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes, ont un impact important sur les décisions des ménages relatives au choix de leur source d'approvisionnement et sur leur niveau de consommation en eau potable. Ainsi, les efforts réalisés pour les atteindre à l'horizon 2015 sont, en même temps, de puissants accélérateurs des progrès vers l'accès de tous à une consommation quotidienne d'au moins 20 litres d'eau potable.

- par Abdoulaye Diagne

---

**Les transferts d'argent des migrants sénégalais. Entre espoir et risques de dépendance**

---

Publiée dans un ouvrage collectif dirigé par M. C. Diop (*Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés, CREPOS – Karthala – ONU Habitat 2008*), cette contribution de Gaye Daffé porte sur l'importance croissante des envois d'argent des immigrés, comparés aux autres flux de ressources extérieures, pour le financement de l'économie sénégalaise ainsi que leur impact sur la pauvreté. L'analyse attire cependant l'attention sur l'effet d'éviction que ces transferts peuvent jouer sur l'investissement productif, ainsi que sur le faible effet multiplicateur des dépenses qu'ils financent.

---

**International Finance for Development in Africa (IFDA)**

---

Publié par CESPI (Centro Studi di Politica Internazionale) à Rome (Italie), ce Rapport est une évaluation des principaux flux internationaux et de leur impact sur le développement des pays africains (Algérie, Mali, Maroc, Mozambique, Sénégal, Tanzanie). La contribution de Gaye Daffé à ce Rapport a consisté en une étude de cas sur les flux financiers à destination du Sénégal de 2000 à 2008. Se fondant sur des sources de données strictement nationales, l'étude visait un triple objectif : i) retracer l'évolution de chaque flux financier international à destination du Sénégal (les exportations, l'aide publique au développement, la dette extérieure, les investissements étrangers et les envois d'argent des travailleurs émigrés) ; ii) analyser l'impact de ces flux financiers sur le développement économique ; iii) apprécier la qualité et de la disponibilité des données.

## Axes d'intervention du DSRP, réaction du secteur rural et croissance pro-pauvre au Sénégal

La présente recherche menée avec l'IFPRI vise à fournir des arguments à même de documenter le DSRP dans sa dimension rurale. L'objectif général de cette recherche était de simuler les effets, en zone rurale, de l'implémentation du paquet d'investissements à destination du secteur rural contenu dans la seconde phase du DSRP. A cette fin, un modèle d'équilibre général calculable dynamique a été construit, afin de tenir compte des interactions entre le secteur rural et le reste de l'économie, ainsi qu'entre les agents économiques.

Ce modèle tient explicitement compte de l'impact du niveau et des fluctuations des grandes catégories d'investissements contenus dans la composante rurale du DSRP (la prévention des risques, les soutiens à la production à l'exception des investissements physiques, les investissements physiques, la recherche-développement et le capital humain) sur la productivité globale des facteurs et, par conséquent sur la valeur ajoutée des branches rurales. Le scénario expérimenté a consisté en l'évaluation des conséquences de la mise en œuvre de la dimension rurale du DSRP sur la croissance de l'économie, les équilibres macroéconomiques, la sécurité alimentaire et la pauvreté. L'implémentation de la composante rurale du DSRP, dans son état actuel, ne permet pas de s'écarter substantiellement des tendances du passé.

En effet, le gain obtenu en termes de réduction de la pauvreté est de faible ampleur. Le Sénégal serait encore loin de la réalisation du premier objectif des OMD qui serait alors hypothétique. Le taux de couverture des besoins alimentaires par l'offre domestique n'en serait que faiblement amélioré. L'analyse de la structure du budget d'investissement du DSRP montre qu'on ne s'écarte pas des tendances du passé, puisque les arbitrages effectués contribuent globalement à maintenir un biais pro-urbain dans l'allocation des investissements publics.

Dans la seconde phase du DSRP, seules 22% des ressources sont allouées à des investissements spécifiques au secteur rural. Or, il est largement admis

que, seule, une création accélérée et durable de richesses profitable aux pauvres, permettrait de réduire drastiquement la pauvreté en milieu rural et, par incidence, au plan national. En conséquence, un relèvement de l'effort budgétaire en faveur du milieu s'avère indispensable.

L'équipe est constituée de François Joseph Cabral, Fatou Cissé, Abdoulaye Diagne.



## NOS RECHERCHES EN COURS

### Technologies de l'information et de la communication (TIC) croissance et pauvreté

Le CRES a initié un vaste programme de recherche sur les TIC, et leurs effets sur la réduction de la pauvreté. Le programme vise, entre autres, les objectifs spécifiques suivants : (i) approfondir la compréhension des interactions entre les concepts de TIC, de croissance et de réduction de la pauvreté ; (ii) revisiter et améliorer les méthodologies pertinentes d'évaluation des effets des TIC sur la croissance économique, à travers les micros et petites entreprises, et sur les conditions de vie des ménages ; (iii) fournir, à travers l'expérience sénégalaise, des preuves empiriques solides sur les effets qu'exercent la diffusion et l'utilisation des TIC sur les différentes dimensions de la pauvreté des ménages ; (iv) susciter l'utilisation des résultats de la recherche, par les décideurs publics, dans les processus d'élaboration des politiques, en améliorant leur compréhension de la contribution potentielle des TIC à la réduction de la pauvreté. Ce programme de recherche, lancé en 2007, est coordonné par Mbaye Diene. Il doit prendre fin en 2010.

### « Vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. »

Ce projet, réalisé en partenariat avec CUTS (Consumer Unity & Trust Society), a été mis en place pour une période de deux ans, dans six pays de l'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. Il vise à attirer l'attention sur la concurrence au niveau national (projet pays) et régional en Afrique de l'Ouest. Il fera ressortir l'intérêt et les besoins d'un régime de concurrence effectif pour le développement économique et la réduction de la pauvreté dans des pays sélectionnés d'Afrique de l'Ouest. Le projet est réalisé par une équipe composée du Pr Abdoulaye Sakho, et des chercheurs associés, Mbissane Ngom et Aliou Niang.



L'équipe du CRES à l'atelier de restitution du projet

**Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM)**

Initié par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) pour une durée de deux ans, ce programme de recherche a été lancé en juillet 2008. L'objectif général du projet est de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des conditions de mise en œuvre de la libéralisation du commerce des services TIC dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).



M. Ly, point focal du projet LICOM, en compagnie de Mme Marie Suzanne Badji, chercheur au CRES

**Soutenu par le CRDI, le programme couvre quatre pays d'Afrique de l'ouest dont le Sénégal.**

L'IPAO a sollicité la collaboration scientifique du CRES, sous la forme d'un protocole d'accord au terme duquel deux chercheurs du CRES sont chargés d'assurer la coordination régionale du projet, en aidant à l'élaboration du programme de recherche, à la définition de la méthodologie, à l'évaluation des rapports nationaux, et à la rédaction des rapports de synthèse. Le CRES a été également sollicité pour mettre en place une équipe de recherche chargée de faire l'étude pour le Sénégal. L'équipe a déjà réalisé l'enquête sur la caractérisation du secteur des biens et services TIC, deux focus-group sur la perception des acteurs. Elle a finalisé les rapports sur le cadre réglementaire, la caractérisation du secteur, et la perception des acteurs. Une version préliminaire du rapport sur l'analyse coût-avantage de la libéralisation du commerce des services est disponible. Le séminaire national de restitution est attendu. L'équipe de recherche est coordonnée par Mar Cathy Dieng.

## Évaluation des réformes de politique commerciale et d'investissement au Sénégal

Lancé en 2008 dans le cadre d'un réseau de recherche régional initié par l'AERC, ce programme de recherche doit être finalisé en 2010. Ses objectifs sont les suivants: (i) analyser l'évolution des conditions d'accès aux marchés extérieurs; (ii) identifier les parties prenantes des réformes et l'interaction de leurs intérêts ; (iii) analyser l'impact des réformes de politique commerciale et d'investissement ; (iv) analyser l'impact probable d'une plus grande libéralisation des régimes commercial et d'investissement. L'équipe de recherche est composée de deux chercheurs du CRES : Gaye Daffé et Fatou Cissé.

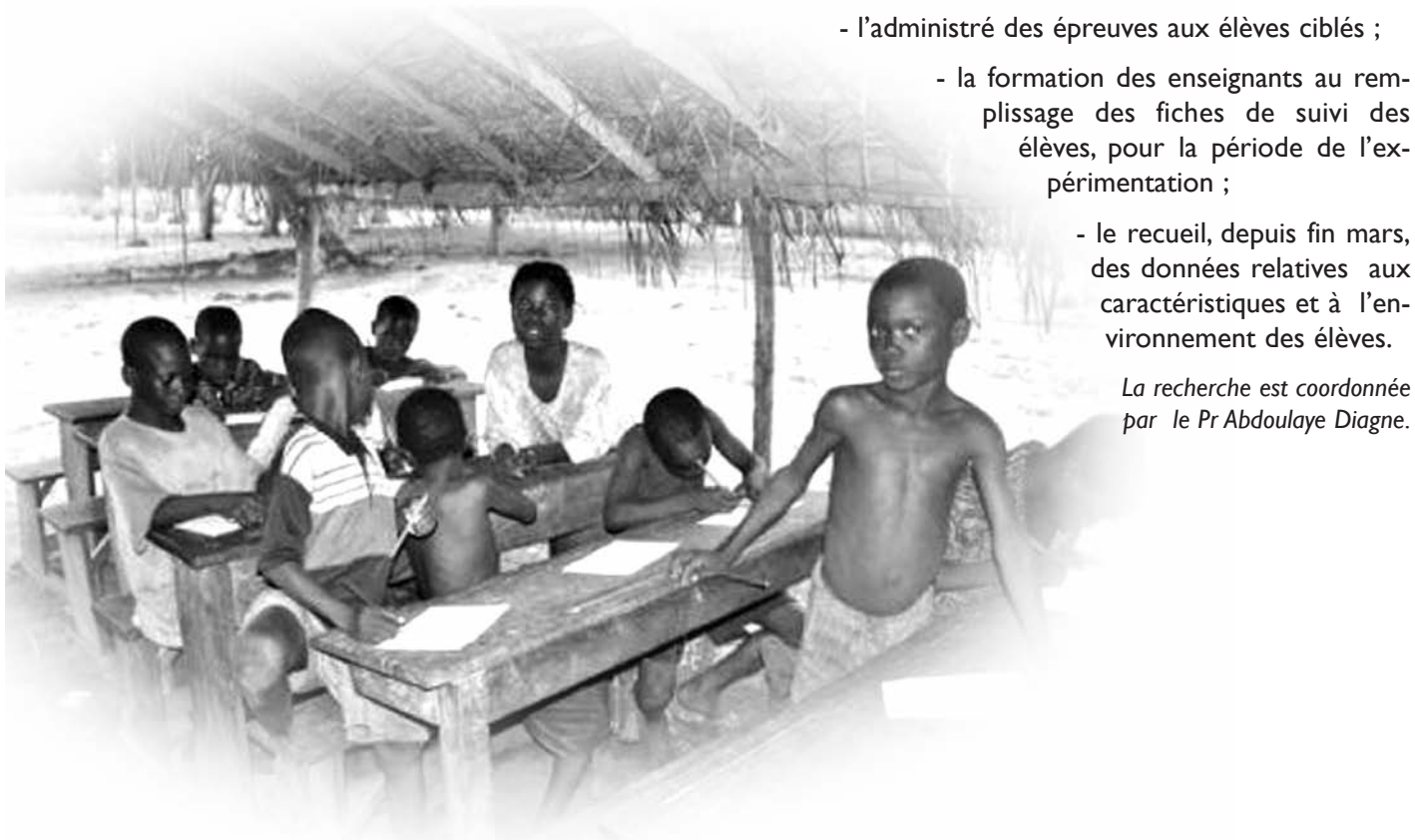
## Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires et de déparasitage intestinal sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal.

Ce projet vise à évaluer, de façon spécifique, la contribution de programmes de cantines scolaires et de déparasitage intestinal à l'accès à la scolarisation primaire des enfants, à leurs progressions et à l'amélioration des apprentissages, dans les zones rurales

La recherche sur l'« Evaluation de l'impact des programmes de cantine scolaire et du paquet de service de santé sur les performances des écoles rurales du Sénégal » est entrée dans sa phase opérationnelle, avec :

- le recueil de données initiales sur les écoles, les élèves, les ménages, les communautés, les infrastructures scolaires et de santé ;
- la formation des enseignants chargés de l'administration des tests standardisés par une équipe du CRES ;
  - l'administré des épreuves aux élèves ciblés ;
  - la formation des enseignants au remplissage des fiches de suivi des élèves, pour la période de l'expérimentation ;
- le recueil, depuis fin mars, des données relatives aux caractéristiques et à l'environnement des élèves.

*La recherche est coordonnée par le Pr Abdoulaye Diagne.*



## Analyses situationnelles du tabac en Afrique (ASTA).

La présente recherche, pilotée par le Pr Abdoulaye Diagne, permettra d'obtenir, pour la première fois, une mesure de la prévalence du tabagisme au Sénégal. Elle contribuera ainsi à une meilleure compréhension de ses fondements économiques, sociologiques, ainsi que ses interactions avec la pauvreté.

L'objet de la recherche est, d'une part, d'approfondir les connaissances sur le tabagisme au Sénégal et, d'autre part, d'élaborer des outils d'intervention destinés aux décideurs et aux autres acteurs de la lutte contre le tabagisme. Démarré en mai 2009, ASTA prendra fin en août 2010.

## Expansion des biocarburants et pauvreté au Sénégal

Cette recherche collaborative est réalisée par une équipe de trois chercheurs du CRES, une équipe du Bureau d'analyse macroéconomique de l'ISRA, et un chercheur de l'IFPRI basé à Washington. Elle s'inscrit dans un projet global dénommé « Les biocarburants et pauvres » qui implique, en plus du Sénégal, le Mozambique, la Chine et l'Inde.

Le Sénégal subit une pression d'investisseurs dans le domaine de la production des biocarburants. Même si l'exploitation des biocarburants est à l'état embryonnaire, deux cultures sont privilégiées au Sénégal : la canne à sucre et le jatropha.

L'exercice de modélisation a consisté à introduire la technologie des biocarburants dans le secteur énergétique du Sénégal, en s'appuyant sur l'expérience du Mozambique qui présente les mêmes options de cultures, et sur les données sur la technologie disponible au niveau de l'Ifpri. La simulation a consisté à évaluer l'impact d'une expansion des terres affectées à l'exploitation des biocarburants sur la pauvreté au Sénégal. En effet, l'exploitation du biocarburant suppose une offre additionnelle de terres et/ou la substitution de terres à usage de biocarburant aux terres affectées aux cultures vivrières et de rente ; ce qui a des impacts sur l'évolution de la valeur ajoutée dans l'agriculture. De même, dans le secteur des biocarburants, les revenus reçus par les agriculteurs dépendront de leur branche d'activité, puisque les intensités factorielles relatives seront différentes, selon que le producteur est occupé dans la culture de la canne à sucre ou du jatropha.

L'équipe est constituée de François Joseph Cabral, Fatou Cissé et Abdoulaye Diagne. Le programme doit être achevé en 2010.

**Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal.**

Dans le cadre de l'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), Mamadou Dansokho a participé à une recherche qui fait l'état des lieux de l'agriculture sénégalaise de 1950 à 2006. Cette recherche a été commanditée par la Banque mondiale et l'Association pour la

promotion du développement à la base (ASPRODEB), et menée par l'IPAR.

La principale conclusion de l'étude est que, malgré le développement et la mise en œuvre de stratégies axées, d'une part, sur la rareté foncière et celle de l'eau et, d'autre part, sur l'accès au marché, l'économie agricole sénégalaise est dans l'impasse, car elle n'a pas été en mesure de remplir les fonctions qui lui sont dévolues.



Mr DANSOKHO et en compagnie de Mlle Dian Liu, étudiante à Mount Holyoké College (MHC) USA



## ÉTUDES RÉALISÉES

Les projets et programmes initiés au niveau national et régional amènent généralement l'administration centrale, décentralisée, les organismes de coopération et les ONG à commanditer des études auprès d'organismes spécialisés (Consultants), pour un diagnostic des situations de référence, la planification des actions, le suivi-évaluation des tâches pour une plus grande efficacité des interventions. Depuis sa création, le CRES a mené beaucoup d'études dans les domaines de compétence de ses chercheurs, à la demande de ces institutions. L'intérêt des études est qu'elles sont :

- un moyen privilégié, pour lui, d'influer sur la prise de décision ;
- un moyen de pourvoir des ressources additionnelles de l'institution;
- un moyen de renforcer les capacités des institutions commanditaires, par l'immersion de leurs agents.

Dans le cadre de ces études, le CRES a diversifié, au fil des ans, son portefeuille d'actions de consultance, par des interventions tant au niveau national que dans la sous-région.

### Projet éducation dans les banlieues de DAKAR (PEBD)

Le CRES s'est vu confié, en 2008, l'évaluation économique et financière du Projet Education dans les banlieues de Dakar (PEBD), projet conçu pour résorber les retards de scolarisation de ces départements où persiste un déséquilibre croissant entre une expansion urbaine très rapide et les capacités d'accueil du réseau d'écoles publiques, ce qui a pour conséquence, une dégradation générale des conditions de scolarisation. Il s'est agi d'évaluer les performances du PEBD pour mesurer les effets du projet sur le développement de la scolarisation dans les banlieues de Dakar, en tenant compte des indicateurs, des méthodes de calcul et du type d'analyses utilisées pour l'évaluation du PDEF. Le projet a été coordonné par Abdoulaye Diagne.

### Simulation de l'impact de la crise économique mondiale sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre

Le CRES et le Centre d'études de PEP-AFRIQUE mènent actuellement une étude commanditée par le Bureau régional de l'UNICEF à Dakar sur les effets de la crise économique mondiale sur les enfants en Afrique de l'Ouest. Combinant des approches macro et micro-économiques, les travaux s'attacheront à quantifier les impacts sur différents facteurs déterminant le développement de l'enfant dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'équipe est coordonnée par le Pr Abdoulaye Diagne.



### **Hausse du prix du pétrole, crise alimentaire et réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement au Sénégal**

---

Quelles innovations dans les politiques actuelles ? Cette étude est menée par une équipe qui s'attache à identifier les impacts de la crise alimentaire et de la hausse du prix du pétrole sur la réalisation des OMD, et conséquemment, les changements à apporter dans les politiques en vigueur pour que le Sénégal atteigne au moins pour la plupart des OMD. L'équipe est composée d'Abdoulaye Diagne, François Joseph Cabral, Bernard Decaluwé, Hélène Maisonnave.

### **Enquête sur la migration et les transferts de fonds au Sénégal**

---

Le CRES a lancé, en octobre 2009, une enquête sur la migration et les transferts de fonds. Elle fait partie d'un projet régional de la Banque Mondiale dans 10 pays d'Afrique Subsaharienne. Dirigé par Fatou Cissé, ce projet a pour objectif principal d'évaluer l'impact de la migration et des transferts sur les conditions de vie des ménages au Sénégal. L'enquête consiste à collecter des informations détaillées sur un échantillon de trois types de ménages : les ménages sans migrants, les ménages avec migrants internes et les ménages avec migrants internationaux. L'enquête est terminée depuis décembre 2010. La base finale des données est en cours d'apurement, et le rapport d'enquête, en cours de rédaction. Un premier atelier de restitution des résultats de l'enquête s'est tenu à Washington en février 2010.

### **Détermination de la liste des produits sensibles agricoles agro industriels et non agricoles au Sénégal**

---

Le CRES, le GRET et l'IRAM ont appuyé la Commission de la CEDEAO pour la construction d'une liste nationale des produits sensibles au Sénégal par l'application d'une méthodologie régionale définie par la CEDEAO. Cette méthodologie comprend deux composantes dont l'une est applicable aux produits agricoles, et l'autre, aux produits agro-industriels. Le CRES a axé sa contribution sur la deuxième composante par la mise en œuvre d'une application (VBA Excel) qu'il a développé et qui a rendu opérationnelle cette méthodologie. Tous les produits de la nomenclature douanière du système harmonisé ont été classés, du plus sensible au moins sensible, puis regroupés en six catégories, selon des critères de pression fiscale et d'importance dans les échanges UE-AO. L'impact en équilibre partiel de l'APE a été, par ailleurs, évalué. Le projet a été réalisé par Abdoulaye Diagne, François Joseph Cabral, Fatou Cissé, assistés par Yaya Ki.

## Détermination de la liste régionale des produits sensibles

Le CRES, dans le cadre de l'Accord de partenariat économique entre l'Union Européenne et l'Afrique de l'Ouest a appuyé les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA pour la construction d'une liste régionale des produits sensibles. Cet appui a consisté en une agrégation de 16 listes nationales des produits sensibles des pays membres de la CEDEAO plus la Mauritanie, en vue d'obtenir une liste régionale des 6 221 produits de la nomenclature douanière du système harmonisé (version 2007), avec un niveau de détail de 10 codes. Dans cette liste, les produits ont été classés du plus sensible au moins sensible, pour que la région puisse déterminer systématiquement les produits libéralisés, à partir d'un seuil d'exclusion. Tenant compte de la diversité des méthodes d'agrégation, le CRES a proposé aux deux Commissions, six listes régionales résultant de l'application de six méthodes d'agrégation différentes. Le CRES continue d'appuyer les deux commissions dans les négociations avec l'Union Européenne sur l'amélioration de l'offre d'accès au marché Ouest Africain. Le projet a été réalisé par le Pr Abdoulaye Diagne assisté par Yaya Ki.

## AUTRES ETUDES

Les études ci-après portant sur les politiques éducatives et l'intégration régionale viennent compléter celles déjà réalisées par le CRES.

### POLITIQUES EDUCATIVES

- Analyse détaillée du budget et des dépenses publiques d'éducation en Guinée-Bissau, juillet 2009, Banque mondiale.
- Financement de l'éducation au Sénégal, juin-septembre 2009, Union européenne.
- Elaboration du Rapport économique et financier 2008 du Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF), Ministère de l'Education du Sénégal.
- Evaluation financière des phases de la période 2008-2015 du Programme de développement de l'éducation et de la formation, DPRE/Ministère de l'Education, DPRE/Ministère de l'Education.
- Réactualisation du modèle de simulation des politiques éducatives du Sénégal (SIMULPDEF), Ministère de l'Education du Sénégal.
- Départementalisation du modèle SIMULPDEF, DPRE/Ministère de l'Education.

### INTEGRATION REGIONALE

- Construction d'un modèle de détermination de la liste nationale des produits industriels du Sénégal dans le cadre de l'élaboration de la liste régionale des produits sensibles pour le compte du Gouvernement du Sénégal, Ministère du Commerce.
- Construction d'un modèle d'évaluation de l'efficacité des mécanismes de sauvegarde et application aux données du commerce extérieur du Sénégal, pour le compte du Gouvernement du Sénégal, Ministère du Commerce.

- Elaboration d'un modèle de détermination de la liste régionale des produits sensibles dans le cadre de la préparation de l'offre d'accès aux marchés de l'Afrique de l'Ouest à l'Union européenne parla Communauté économique des Etats de l'Afrique de

l'Ouest (CEDEAO), Commission de la CEDEAO.

- Proposition d'un mécanisme de sauvegarde à intégrer dans l'offre d'accès aux marchés de l'Afrique de l'Ouest pour le compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Commission de la CEDEAO.
- Transformation de la liste régionale des produits sensibles du format SH6 au format SH10 pour le compte de la CEDEAO, Commission de la CEDEAO.
- Recensement des projets nationaux et de leurs mécanismes de financement dans le cadre du Programme de l'Accords de Partenariat Economique pour le développement cas du Sénégal, Commission de la CEDEAO.



## NOS FORMATIONS

Depuis plusieurs années, des chercheurs membres du CRES sont impliqués dans le monitoring du Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF). Les études et recherches, produites dans ce cadre, ont favorisé une collaboration étroite avec les fonctionnaires impliqués dans le processus de mise en œuvre, et ont permis de cerner leurs besoins en matière de gestion du processus, en particulier, et de projets d'éducation en général. Ces attentes sont aussi celles qui sont susceptibles d'être exprimées dans le cadre de la mise en œuvre de programmes et projets de santé.

Également, l'implémentation dans le cadre du programme Micro impacts of macroeconomic and adjustment policies (Mimap) d'une recherche sur la microfinance a permis de mettre en exergue le fossé qui existe entre les objectifs déclarés de réduction de la pauvreté et les résultats. De plus, face à l'explosion des institutions de microfinance au Sénégal, une forte demande de formation est apparue sur le marché.

Par ailleurs, un gros écart est généralement relevé entre les intentions des décideurs et les réalisations obtenues en matière de politiques économiques. Cette situation pourrait être due, en partie, aux faiblesses décelées dans la conception et la formulation des politiques économiques. En effet, ces dernières souffrent généralement d'un manque criard d'effort de quantifications lié à la faible gamme d'instruments auxquels ont recours



Renforcement des capacités des chercheurs du CRES

les décideurs en charge de cet exercice.

C'est pour répondre à ces attentes qui émanent du marché que le CRES a développé une offre de formation. Cette dernière est centrée sur les politiques publiques et le développement régional et local. Elle comprend aussi des formations à la carte, des ateliers et des offres de type master.

### **Les formations dispensées par le CRES ont pour objectifs de :**

- renforcer les capacités internes de ses chercheurs, doctorants et personnels d'appui ;
- renforcer les capacités de cibles externes, d'une part, en leur offrant des formations et, d'autre part, en familiarisant les utilisateurs de recherches/études aux outils usuellement utilisés par le CRES. C'est ainsi que des cibles telles que les parlementaires, sont initiées pour comprendre certaines problématiques. D'autre part, les programmes de formations dispensés permettent aux interlocuteurs du CRES de mieux comprendre l'essence des travaux effectués. De même, une formation est dispensée aux élus locaux, aux personnels de l'administration centrale et locale, aux experts de la société civile, de la CEDEAO, afin de faciliter un transfert des compétences.

Les champs de formation ciblés, dans le cadre des masters, sont l'éducation, la santé, la microfinance, le développement local et régional, les politiques économiques appliquées. Ces masters sont ouverts aux étudiants de niveau bac + 4 ou aux professionnels justifiant au moins d'un niveau équivalent.

Les formations à la carte et les ateliers sont offerts, afin de répondre à une demande plus ciblée de renforcement de capacité. C'est dans ce cadre qu'un partenariat a été initié entre le CRES et le PEP pour dispenser à des candidats venant de divers pays africains, une formation en modélisation en équilibre général calculable utile à la formulation des politiques économiques.

L'offre de formation est également ouverte aux chercheurs impliqués dans les différents programmes de recherches du CRES. Elle sera fonction des besoins exprimés par les chercheurs, selon leurs différentes thématiques de recherche.

### **La stratégie de formation**

La stratégie adoptée, dans le cadre des formations dispensées, consiste à impliquer, à côté des universitaires locaux, des personnes-ressources issues d'universités du Nord. Une expérience de collaboration est aussi initiée, de façon institutionnelle, avec des universités du Nord dans le cadre des masters, de même qu'une implication de personnes-ressources issues du milieu professionnel.

Cette stratégie s'appuie sur :

- un partenariat entre les universités sénégalaises, africaines et celles Nord ;
- un partenariat avec le réseau PEP pour la mobilisation des compétences ;
- un partage des études et résultats de recherche dans le cadre de séminaires et ateliers (rencontres recherches économiques, etc.) ;
- une formation à la carte.

---

## FORMATION SUR LES MÉTHODES D'ÉVALUATION D'IMPACT DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT

---

Le CRES en collaboration avec les Universités des Nations Unies (UNU-MERIT) et de Maastrich (Maastrich University) a organisé du 03 au 06 août 2009 à Dakar un atelier de formation sur les Méthodes d'évaluation d'impact des politiques et programmes de développement. Cette formation s'inscrit dans le cadre des activités de renforcement des capacités que le CRES apporte aux chercheurs du programme de recherche MIMAP/Sénégal.

La session était animée par Pr Théophile T. Azomahou (UNU-MERIT, Maastricht University), Pr Pierre Mohnen (UNU-MERIT, Maastricht University), Dr Wladimir Raymond (Maastricht University), Pr Norbert Janz (UNU-MERIT, Aachen University).

Ont pris part à cette formation une trentaine de participants dont les chercheurs du CRES, des agents de l'ANSD, de la DAPS du ministère de l'agriculture, du ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal, de l'université de Cocody de la Côte d'Ivoire.

Le CRES a mis à profit cette session pour présenter la méthodologie de son projet de recherche sur l'impact des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sur la performance des entreprises du Sénégal.



Le Professeur Théophile T. Azomahou faisant son cours

Le Réseau de recherche sur les Politiques Économiques et la Pauvreté (PEP) est un réseau international de chercheurs de pays en développement, travaillant sur des questions de pauvreté.

Il vise à mieux comprendre les causes et les conséquences de la pauvreté, à proposer des stratégies, des politiques et des programmes alternatifs, dans le but de réduire la pauvreté, à améliorer le suivi et la mesure de la pauvreté, et à développer les capacités de recherches et de formation locale dans ce domaine.

Le partenariat entre le réseau PEP et le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES), institué en 2006, s'est traduit par la mise en place d'une école de formation dénommée Ecole PEP.

La première édition s'est déroulée en 2008, et la deuxième, en 2009, selon deux modalités complémentaires : la formation à distance et des ateliers de formation.

### ◆ LA FORMATION À DISTANCE

Elle a pour but d'initier les participants aux cadres théoriques des modèles d'équilibre général calculable. Des séries de lectures sont envoyées aux participants avec des exercices corrigés, à partir du site web [www.pep-net.org](http://www.pep-net.org), et dont la coordination est assurée par Ismaël Fofana, chercheur au bureau du PEP de l'Université Laval, à Québec.

### ◆ L'ATELIER DE FORMATION

Il s'agit d'un programme de formation sur les techniques et outils d'analyse et de suivi de la pauvreté. Il vise une meilleure connaissance des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques, à travers une formation de base dans la construction et l'utilisation des modèles d'équilibre général calculable, pour l'analyse d'impact des politiques et chocs macroéconomiques. L'objectif est :

- de contribuer à formuler des stratégies cohérentes de croissance économique et de réduction de la pauvreté à travers une meilleure compréhension des effets micro et macro-économique des politiques de développement.
- d'amener les participants à appréhender les impacts distributifs des chocs extérieurs, et à proposer des politiques macroéconomiques de réponse adéquates, en vue d'une prise de décision mieux éclairée.

L'atelier est conçu de manière à permettre aux participants de revoir les concepts et les hypothèses de base sous-jacents à la modélisation en EGC, et de développer leur capacité technique de conception, de construction et de simulation des MEGC, et de consolider leur expertise dans l'interprétation des résultats de simulation à des fins éventuelles de politique économique et sociale.

La première édition de l'école a vu la participation de 15 économistes, statisticiens ou ingénieurs agronomes, deux de la BCEAO, deux de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, trois du CRES, un du Ministère du commerce du Sénégal, un du Ministère de l'Agriculture du Sénégal, deux de MIMAP Niger, deux de MIMAP Guinée, un de l'Université de Yaoundé II.

La deuxième édition a regroupée 24 participants, économistes, statisticiens ou ingénieurs agronomes, soit neuf de plus que la première édition : cinq de la Commission de l'UEMOA (Ouagadougou), six du Ministère des Finances mais parrainés par Bureau du PNUD à Dakar, trois de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, sept de la Direction de l'analyse, de la prévision et des statistiques du Ministère de l'Agriculture du Sénégal, un de la Direction nationale de la BCEAO, un enseignant-chercheur burkinabè et un doctorant de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), un de l'administration des douanes du Mali.



Les participants à l'atelier de formation



---

## Programmes de masters

---

Dans le cadre de la réforme Licence Master Doctorat (LMD), les enseignants-chercheurs du CRES, membres du Laboratoire d'Analyse des Politiques publiques(LAPP) de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'université Cheikh Anta DIOP (UCAD), ont ouvert deux (02) masters :

- Un master en Politiques publiques, avec deux spécialités :
  - Spécialité 1 : Management des institutions et politiques publiques en éducation
  - Spécialité 2 : Analyse appliquée des politiques économiques.
- Un master en Développement régional et local :
  - Spécialité : Economie de la microfinance

1°) Le Master en Politiques publiques : Management des institutions et politiques publiques en éducation vise à former :

- des experts en matière de management des institutions et politiques publiques en éducation ;
- des cadres capables d'élaborer des stratégies, de planifier et de mettre en œuvre des programmes opérationnels ;
- des spécialistes à même de promouvoir des politiques et réformes économiques dans le secteur de l'éducation.

2°) Le Master en Politiques publiques : Analyse appliquée des politiques économiques vise à former :

- des cadres capables de maîtriser les méthodes d'évaluation d'impact des politiques et chocs macroéconomiques sur les populations ;
- des gestionnaires de systèmes économiques capables d'analyser et d'évaluer l'impact des réformes, des politiques économiques et chocs externes ;
- des conseillers capables d'aider à la formulation de politiques cohérentes de développement économique, grâce à l'acquisition de connaissances et de compétences opérationnelles en élaboration des modèles d'équilibre général calculable.
- des experts consultants en matière de politiques économiques.

3°) Le Master en Développement régional et local : Spécialité : Economie de la microfinance

Le Master en économie de la micro-finance vise à former :

- des cadres de haut niveau, capables d'apporter la contribution de l'UCAD à un domaine en pleine expansion à travers la formation des cadres supérieurs ;
- des experts capables d'établir un partenariat solide entre les institutions du financement décentralisé et l'UCAD, à travers les diplômés de la filière ;
- des spécialistes capables de renforcer les programmes de recherche en cours sur le financement décentralisé.

## SOUTENANCE DE THÈSE

Le 2 décembre 2008 à Nice, M. Ibrahima Thiam a soutenu à l'Université de Nice-Sophia Antipolis une thèse de doctorat en Sciences économiques sur le thème « Place et rôle d'une Banque centrale dans la stabilité financière et la promotion de la croissance économique : le cas de la BCEAO ».

Dans sa thèse, M.Thiam a analysé les interactions contemporaines qui existent entre la politique monétaire, la stabilité financière et la croissance économique, en mettant en évidence le rôle privilégié de la Banque centrale, et en se fondant sur l'étude spécifique des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Au terme de sa soutenance, le jury a accordé à M Thiam la mention très honorable.

Pr Abdoulaye DIAGNE, Directeur du CRES a été membre du jury de la thèse.



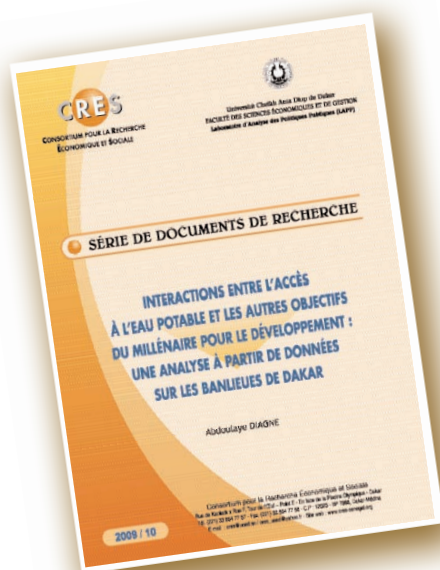
Le Professeur Abdoulaye Diagne (au centre) membre du jury de la thèse de M.Thiam (deuxième à partir de la gauche)

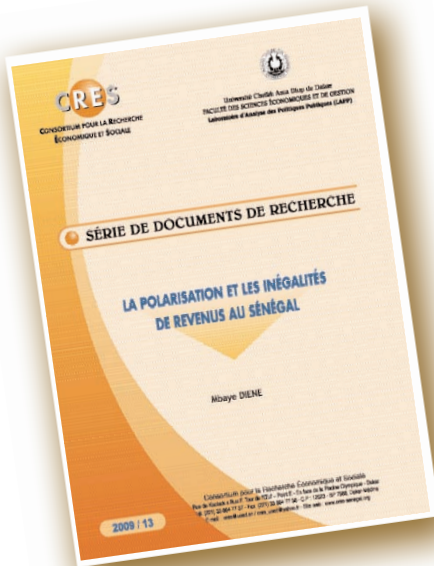
# NOS PUBLICATIONS

La dissémination des résultats des travaux des chercheurs est l'une des principales préoccupations des membres du CRES. L'institution entend valoriser sa riche production scientifique par des publications internes et externes, en éditant différents supports (documents de recherche, contribution à des ouvrages, policy brief, etc.). Ainsi, le CRES a produit entre 2008 et 2009 les publications ci-après.

## Nos Documents de recherche

- N° 1- Déterminant des apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal par Abdoulaye DIAGNE
- N° 2- Pourquoi les enfants quittent ils l'école ? un modèle hiérarchique multinomial des abandons dans l'éducation primaire au Sénégal. par Abdoulaye DIAGNE
- N° 3- Fiscal reforms and income inequalities in Sénégal and Burkina Faso : a comparative study par Mbaye DIENE
- N° 4- L'impact des réformes de politiques commerciales sur l'agriculture par Abdoulaye DIAGNE, François J. CABRAL, Mamadou DANSOKHO
- N° 5- Investir sur le capital humain: Education et santé par Abdoulaye DIAGNE
- N° 6- Réformes commerciales, réponse de l'offre agricole et sécurité alimentaire au Sénégal par Abdoulaye DIAGNE
- N° 7- Une modélisation des déterminants des décisions de scolarisation primaire des ménages au Sénégal. par Abdoulaye DIAGNE
- N° 8- Bonne gouvernance et fourniture de services publics d'éducation et de santé en Afrique subsaharienne. par Abdoulaye DIAGNE
- N° 9- Politiques commerciales, intégration régionale et distribution des revenus au Sénégal par Abdoulaye DIAGNE
- N° 10- Interactions entre l'accès à l'eau potable et les autres objectifs du millénaire pour le développement : une analyse à partir de données sur les banlieues de Dakar par Abdoulaye DIAGNE
- N° 11- La stratégie de croissance accélérée du Sénégal est elle pro-pauvre ? François Joseph CABRAL
- N° 12- Mesure élargie de la polarisation au niveau du Sénégal par Mbaye DIENE
- N° 13- La polarisation et les inégalités de revenus au Sénégal par Mbaye DIENE





- N° 14- Accumulation de capital humain, politique fiscale et croissance endogène  
par Mbaye DIENE
- N° 15- Choix du regime de change, chocs exogènes et stabilité financière dans l'UEMOA  
par Ibrahima THIAM
- N° 16- Union monétaire et impact du commerce bilatéral intra zone : approche par les VAR structurels dans la zone CFA.  
par Latif DRAMANI et Oumy LAYE
- N° 17- Développement financier, croissance économique et inégalités de revenus entre les pays de l'UEMOA  
par Loesse jacques ESSO
- N° 18- Complémentarité entre banques et structures de microfinance en Afrique subsaharienne: une réflexion à partir des analyses de G.B RICHARDSON  
par François Seck FALL
- N° 19- Co-mouvements économiques dans les pays de la zone CFA : une analyse par le modèle factoriel dynamique généralisé.  
par Abdoulaye DIAGNE, Abdou Aziz NIANG

## En cours d'édition

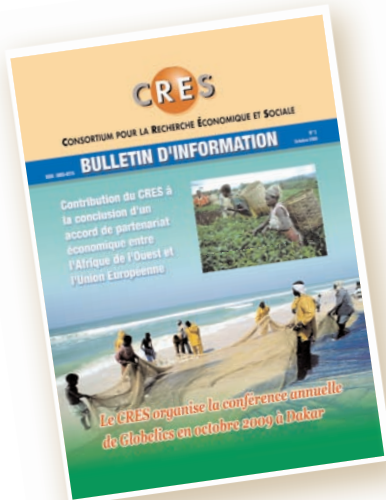
- Développement financier, croissance économique et inégalités de revenus entre les pays de l'UEMOA
- Exploring the finance-real economy link in U.S.: An Empirical Evidence from Panel Unit Root and Cointegration Analysis, avec Abdoul Aziz Niang
- L'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les ménages africains au sud du Sahara : analyse comparative à partir de microdonnées, Communication à la Conférence de Globelics, 5-8 octobre 2009, Dakar
- Les déterminants de l'adoption d'Internet par les ménages africains, Communication à la Conférence de Globelics, 5-8 octobre 2009, Dakar

## Nos Bulletins d'information

- Bulletin d'information N° 2 octobre 2008
- Bulletin d'information N° 3 octobre 2009

## Notre nouveau site Web

Un nouveau site du CRES a été réalisé au cours du deuxième semestre 2009. Le site est encours de finalisation et peut être visualisé à l'adresse suivante : <http://www.cres-sn.org>.



## Nos contributions dans des ouvrages



- Daffé, G. 2009. International Finance for Development in Africa (IFDA) Edition: Trade, Investment, Debt, Aid, and Remittances (<http://www.cespi.it/PDF/IFDA>).
- Daffé, G. 2008. « Les transferts d'argent des migrants sénégalais. Entre espoir et risques de dépendance » in M.C. Diop, Le Sénégal des migrations : Mobilités, identités et sociétés. CREPOS – Karthala – ONU Habitat.
- Daffé, G. 2009. « Impact de l'enseignement supérieur au Sénégal : un essai d'évaluation » - Economie de la connaissance et développement XXIVèmes Journées sur le développement. 20-21-22 mai 2008 - Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal. in Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde, N° 24.
- Diagne, A. 2008. Bonne gouvernance et fourniture de services publics d'éducation et de santé en Afrique subsaharienne, dans Actes, Séminaires, African Economic Research Consortium, Nairobi, OUVRAGE COLLECTIF
- Diagne, A. et Daffé, G. 2008. Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance - Sous la direction de G. Daffé et A. Diagne Ed. CRES – Karthala – CREPOS.
- Diagne, D. Cabral, F.J., Cissé, F., Dansokho, M. et BA. 2008. Trade Liberalization and Poverty : ACGE Analysis of the 1990s Experience in Africa and Asia, avec John Cockburn, Bernard Decaluwé and Véronique Robichaud (eds).
- Dansokho, M., et N'gaïdé, M. 2009. Etat des lieux du tourisme de patrimoine du Sénégal - Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Europe – Afrique – Arabie – Amériques. Karthala – CREJETA
- Niang, I., Dansokho, M., Faye, S., Guèye, K., Ndiaye, P. 2010. Impacts of climate Change on the Senegalese coastal zones : Examples of the Cap Vert and Saloum estuary. Global and Planetary Change.

## Nos contributions dans des cahiers de recherche/Working Papers

- Badji, M. S. 2008. « Mondialisation et inégalités de genre chez les populations des États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine ». Cahier de recherche/Working Paper 08-04 du Groupe de
- Recherche en Économie et Développement International (GREDI).
- Badji, M. S. et Boccanfuso, D. 2009. « Mesure de la pauvreté des ménages selon le genre du chef au Sénégal et analyse de son évolution entre 1994/95 et 2001/02 ». In Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies (MIMAP-Phase 2).

## Nos publications dans des revues scientifiques

- Cissé, F. 2008. « Libéralisation commerciale, croissance et pauvreté au Sénégal : une analyse à l'aide d'un MEGC microsimulé dynamique. Auteurs : Nabil Annabi, John Cockburn et Bernard Decaluwé Publié dans la revue Economie et Prévision, Numéro 186, Mai.
- Diagne, D. Cabral, F.J., Cissé, F., Dansokho, M. et BA. 2008. Politiques commerciales, intégration régionale et distribution de revenus au Sénégal. Auteurs :

## NOS PARTENAIRES

Les chercheurs du CRES ont très tôt compris l'importance stratégique du partenariat pour le développement et le rayonnement de leur institution. D'où la politique d'ouverture instaurée depuis 2008 en direction des experts de l'administration, et des institutions de coopération et d'aide au développement. Le CRES développe aussi une coopération avec différents centres de recherche, notamment en Afrique, par la mutualisation des produits de la recherche et un échange de chercheurs et d'expériences. Il multiplie les échanges internationaux et africains, en incorporant, dans ses équipes de recherche, une forte proportion de personnels non membres, en maintenant un certain nombre d'activités d'études et de conseil dans ses domaines de recherche. Cette coopération a contribué à diversifier les compétences sur lesquelles s'appuie le CRES pour la mise en œuvre de ses activités.

### PARTENARIAT AVEC LE MINISTERE DE L'EDUCATION DU SENEGAL

Le partenariat entre le CRES et le Ministère de l'Éducation a commencé dans les années 90 dans la préparation du Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF), se poursuit avec la série d'études sur le secteur de l'éducation. Ce partenariat s'est renforcé au fil des ans, à travers le Rapport économique et financier dont l'élaboration est confiée, chaque année, au CRES, pour une évaluation externe des performances du secteur de l'éducation.

### PARTENARIAT CRES/ANSD et CRES/DAPS

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses programmes de recherche, le CRES a fondé beaucoup de ses recherches sur les données statistiques et démographiques fournies par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et la Direction de l'analyse de la prévision et de la statistique (DAPS). Les demandes d'informations adressées à ces deux Agences ont toujours trouvé un écho favorable. Ce compagnonnage a permis au CRES d'apprécier la compétence de leurs techniciens

Aussi, ces deux institutions ont-elles souvent été impliquées dans les activités de recherche CRES et dans les sessions de renforcement de capacités ouvertes aux chercheurs externes.

Pour renforcer cette collaboration multiforme, les responsables du CRES, de l'ANSD et de la DAPS ont décidé de la formaliser par l'établissement de protocoles qui vise à mutualiser leurs ressources. Dans le cadre d'activités de recherche et de renforcement de leur capacité, l'ANSD et la DAPS s'engagent à faciliter l'accès du CRES à leurs données. De son côté, le CRES s'engage à communiquer à ses partenaires les résultats de ses travaux, ainsi que ses publications.

### PARTENARIAT CRES/ UNIVERSITE LAVAL

Le mercredi 17 juin 2009, le Vice-recteur de l'université Laval M. Bernard Garnier a rendu visite au CRES, en compagnie de MIM Richard Poulain (Directeur du Bureau International) et de Tony Toufik (Directeur Partenariat et Développement Afrique). En mission au Sénégal, M. le Vice-recteur a rendu une visite de courtoisie au CRES, d'une part, afin de faire connaissance avec cette institution qu'il ne connaît qu'à travers l'équipe de PEP basée à Laval, et d'autre part, pour discuter des opportunités de collaboration. Le Vice-recteur a souligné l'exemplarité de PEP en tant que réseau, et s'est dit impressionné par toutes ses activités entreprises, en collaboration avec le CRES.

Le Vice-recteur a proposé ce qui pourrait être le premier jalon d'un nouvel axe de partenariat, à savoir ; l'accueil d'étudiants de l'université de Laval, par le CRES, en qualité de stagiaires. Il s'agirait de programmes de stages de quelques mois (surtout dans le domaine de la médecine et de la santé), dans un cadre de recherche plutôt académique. Des échanges d'étudiants seraient aussi envisageables, si le CRES trouve les moyens de financer ses propres chercheurs. Voulant approfondir la réflexion sur l'expression de ses besoins, le CRES a réservé sa réponse, mais a mandaté Fatou Cissé - Chef du Département Croissance et Equité – qui est en voyage d'étude à Laval pour transmettre, pendant son séjour, aux autorités de Laval, les propositions du CRES. MM Bernard Decaluwé et John Cockburn du CIRPEE, qui collaborent avec le CRES depuis une décennie, seront impliqués dans les négociations.

## ● PARTENARIAT CRES/PEP

Après plusieurs années d'étroite collaboration entre les chercheurs du CRES et ceux du réseau PEP, les deux institutions renforcent leur partenariat pour contribuer plus efficacement à la lutte contre la pauvreté en Afrique, en général.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'un programme conjoint du CRES, du Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (CIRPEE) de l'Université Laval (Québec, Canada) et de "Angelo King Institut" de "De La Salle University" (Manille, Philippines). Il est financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Le réseau PEP apporte un soutien scientifique et financier aux chercheurs des pays en développement qui s'intéressent à la problématique de la réduction de la pauvreté. Il est constitué des trois sous-réseaux suivants : "Suivi, mesure et analyse de la pauvreté" (PMMA), "Modélisation et analyse d'impacts des politiques" (MPIA), et "Systèmes de suivi communautaire de la pauvreté" (CBMS).

Depuis janvier 2005, un bureau africain du réseau PEP a été ouvert à Dakar. Il est placé sous l'autorité du Pr. Abdoulaye Diagne, directeur exécutif du CRES.

## ● CRES - CAPEC/CEFRED

La Cellule d'analyse de politiques économiques de CIREC (CAPEC) de la Côte d'Ivoire, le Centre d'étude, de formation et de recherche en développement (CEFRED) du Bénin, et Le Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES) du Sénégal ont convenu d'institutionnaliser leurs relations, par la signature d'une convention de partenariat. Au terme de cette convention, le CAPEC, le CEFRED et le CRES s'engagent à apporter leur contribution au renforcement des capacités de recherche, et au rayonnement scientifique des institutions de recherche du continent. Leur objectif est de promouvoir une expertise de qualité permettant de répondre aux besoins du marché africain en compétences de haut niveau sur les questions relatives aux politiques nationales, et aux grands programmes de développement en cours d'élaboration. Ce partenariat se traduira par :

- la mutualisation des expériences en matière de recherche et de formation ;
- le partage des résultats acquis (résultats de recherche, publications, etc.) ;
- l'échange de chercheurs.

## PARTENARIAT CRES/UNU-MERIT

Parmi de nombreux centres de recherche francophones en Afrique de l'Ouest, le CRES a été choisi comme partenaire par UNU-MERIT (United Nations University - Maastricht Economic and social Research and training centre on Innovation Technology).

Ce partenariat consiste en la mise en œuvre de programmes communs de recherche et de formation d'une part, et l'échange de chercheurs entre les deux institutions, d'autre part. Par ailleurs, CRES et UNU-MERIT ont décidé de la création, à Dakar, d'un institut de l'Université des Nations-Unies dont la vocation sera de promouvoir l'innovation, la technologie, et le développement en Afrique. Le protocole d'accord créant cet institut a été signé en octobre 2009.



Signature du protocole de partenariat entre le CRES et UNU-MERIT

## PARTENARIAT CRES/BROOKINGS INSTITUTE

Le Brookings Institute a, dans le cadre de son initiative « Africa Growth Initiative » (AGI) sollicité le CRES, avec cinq autres institutions de recherche africaines, pour mener des activités de recherche conjointes dans différents domaines intéressant le développement économique de l'Afrique. Le but de cette initiative est de donner plus d'écho et d'influence aux résultats des chercheurs africains dans le processus de transformation des économies d'Afrique subsaharienne. A l'issue de l'atelier de lancement de l'initiative qui s'est tenu à Accra en novembre 2009, il a été décidé que le CRES, en collaboration avec DPRU (Development Policy Research Unit) d'Afrique du Sud, travaillera sur le thème de la pauvreté et de la protection sociale.



## ● PARTENARIAT CRES/CRDI

Le CRDI est le principal partenaire du CRES. Depuis sa création, le CRES a toujours bénéficié du soutien du CRDI, tant au plan technique que financier. Ce soutien s'est renforcé grâce à l'initiative Think Tank qui a permis à l'institution de passer à une vitesse supérieure, dans le cadre de son programme de recherche, et du renforcement des capacités de ses chercheurs.

## ● PARTENARIAT CRES/ INITIATIVE THINK TANK (ITT)

Le CRES est l'une des deux institutions sénégalaises, sur les 24 institutions de recherche africaines – parmi les 300 en compétition – à avoir été sélectionné pour bénéficier de l'Initiative Think Tank (ITT), financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), les fondations William et Flora Hewlett, Bill et Melinda Gates.

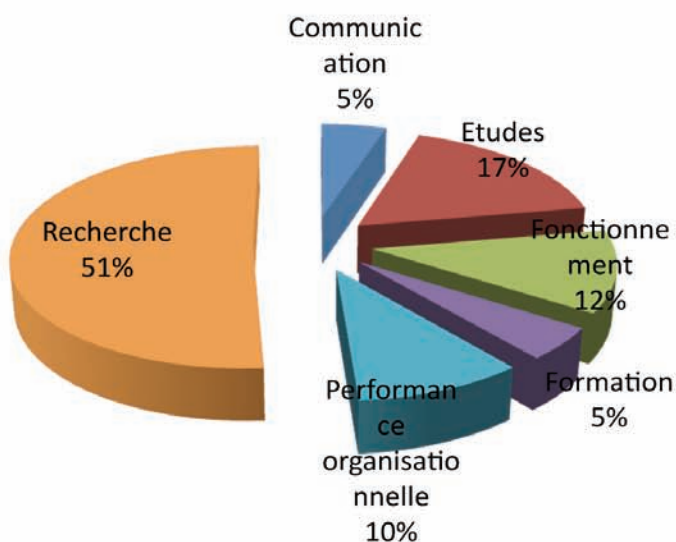
L'ITT vise à soutenir des organismes indépendants qui se consacrent à la recherche sur les politiques dans les pays en développement, et à les aider à produire des recherches de qualité pouvant inspirer les politiques nationales. Le financement mis à la disposition de ces structures leur permet d'assurer l'indépendance de leurs stratégies (aucune condition n'étant lié au financement de l'ITT), d'entreprendre des recherches à long terme, pour la pérennité de leurs travaux, de retenir les chercheurs de talent, en leur garantissant la sécurité de l'emploi, de mettre en place un plan de communication, pour une bonne diffusion des travaux des chercheurs.



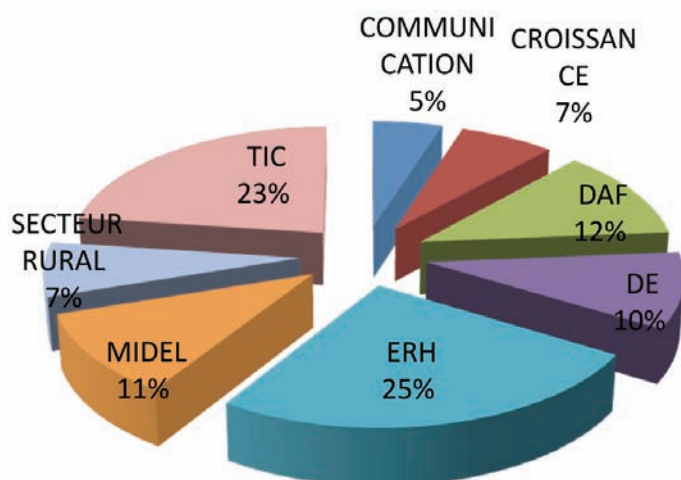
# RAPPORT FINANCIER

## Sources de financement des activités en %

### Exécution budgétaire par type d'intervention



### Exécution budgétaire par domaine



CRDI	42%
CRES	17%
PEP	14%
BM	6%
Etat	5%
IFPRI	5%
CEDEAO	3%
CUTS	3%
PNUD	3%
PANOS	1%
WITS	1%
<b>Total général</b>	<b>100%</b>

## CONCLUSION

Le champ géographique des interventions de l'association s'est élargi. Si ses activités de recherche, de formation, d'études et de conseil se limitaient essentiellement au Sénégal, elles s'étendent désormais à l'Afrique de l'Ouest. En témoigne, l'appui du CRES à la CEDEAO et à l'UEMOA, depuis 2008 pour l'élaboration d'une proposition d'offre d'accès aux marchés de la région par la définition d'un schéma de libéralisation, dans le cadre des négociations pour un Accord de partenariat économique entre la région ouest africaine et l'Union européenne. Cet appui se poursuivra avec la contribution du CRES à l'élaboration du Plan communautaire de développement dans laquelle la CEDEAO s'est déjà engagé.

Cette vocation régionale est illustrée aussi par le nombre croissant des experts des administrations nationales et des organisations régionales participant à la formation en modélisation avancée dispensée, tous les ans, par l'Ecole PEP-CRES. En tant que l'une des trois institutions qui ont mis en place la nouvelle phase du réseau « Politique économique et pauvreté » (PEP), et abritant le siège de la branche Afrique de ce réseau, le CRES a affiché sa volonté d'être parmi les organisations qui comptent au plan international, en matière de recherche.

La conférence du réseau GLOBELICS qu'il a organisée, en octobre 2009, à Dakar, avec la participation de plus de 300 chercheurs venus de tous les continents sous l'égide du Président de la République, Maître Abdoulaye Wade, en est une autre illustration. Fruit du partenariat et du jumelage d'efforts de recherche

et de formation entre le CRES, à Dakar, et l'institut des Nations Unies UNU-MERIT, à Maastricht, aux Pays-Bas, la création prochaine d'un institut de l'Université des Nations Unies à Dakar, sera aussi une manifestation concrète de la volonté du CRES d'être un acteur de la mondialisation et de la transformation de l'Afrique, par la production d'idées novatrices, et la formation de compétences de très haut niveau.

Les progrès réalisés par le CRES n'auraient pas été possibles sans le soutien constant de ses partenaires. Qu'il s'agisse des administrations publiques du Sénégal, des organisations de la société civile, du secteur privé, des organismes régionaux et des partenaires techniques et financiers, leurs soutiens variés ont été les moteurs de la croissance de notre institution. Il me plaît d'insister sur le soutien technique et financier du CRDI et de l'Initiative Think Tank qui ont bien compris le besoin du CRES de disposer de ressources lui permettant de se concentrer sur un agenda de recherche qu'il aura défini librement, se soustrayant ainsi de l'imprévisibilité dans laquelle sont placées nombre d'institutions de recherche en Afrique, parce que comptant presque exclusivement sur des commandites pour mener leurs activités.

Le CRES redoublera d'effort pour mériter davantage la confiance de tous ses partenaires. Il sait que cela passera par le respect de ses engagements, l'amélioration constante de la qualité de ses travaux et une bonne communication.

## A – RÉSULTATS DE RECHERCHE

- Croissance agricole et options d'investissement pour la réduction de la pauvreté au Sénégal : Quelle perspective pour la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA) ?
- Research ICT Africa (RIA)
- Investissements directs étrangers (IDE) dans le tourisme et développement
- Tendance de la pauvreté au Sénégal entre 1994 et 2001 : une approche multidimensionnelle basée sur les ensembles flous
- Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance
- La lutte contre la pauvreté est-elle au cœur des politiques publiques ?
- Quels sont les déterminants de l'insécurité alimentaire ?
- L'accès des ménages à l'eau potable dans les banlieues de Dakar
- Les transferts d'argent des migrants sénégalais. Entre espoir et risques de dépendance
- International Finance for Development in Africa (IFDA)
- Axes d'intervention du DSRP, réaction du secteur rural et croissance pro-pauvre au Sénégal

## B – RECHERCHES EN COURS

- Technologies de l'information et de la communication (TIC) croissance et pauvreté
- Vers des régimes efficaces de la concurrence par le renforcement des capacités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest
- Libéralisation internationale du commerce des services TIC : enjeux pour le secteur privé et implications pour la mise en œuvre de politiques publiques en Afrique de l'Ouest (LICOM) Évaluation des réformes de politique commerciale et d'investissement au Sénégal

- Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires et de déparasitage intestinal sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal
- Analyses situationnelles du tabac en Afrique (ASTA)
- Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal

## C – ÉTUDES

- Projet éducation dans les banlieues de DAKAR (PEBD)
- Simulation de l'impact de la crise économique mondiale sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre
- Hausse du prix du pétrole, crise alimentaire et réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement au Sénégal : Quelles innovations dans les politiques actuelles ?
- Enquête sur la migration et les transferts de fonds au Sénégal
- Détermination de la liste des produits sensibles agricoles agro industriels et non agricole au Sénégal
- Détermination de la liste régionale des produits sensibles
- Analyse détaillée du budget et des dépenses publiques d'éducation en Guinée-Bissau, juillet 2009, Banque mondiale.
- Financement de l'éducation au Sénégal, juin-septembre 2009, Union européenne.
- Elaboration du Rapport économique et financier 2008 du Programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF), Ministère de l'Education du Sénégal
- Réactualisation du modèle de simulation des politiques éducatives du Sénégal (SIMULPDEF), Ministère de l'Education du Sénégal
- Construction d'un modèle de détermination de la liste nationale des produits industriels du Sénégal dans le cadre de l'élaboration de la liste régionale des produits sensibles pour le compte du Gouvernement du Sénégal, Ministère du Commerce

- Construction d'un modèle d'évaluation de l'efficacité des mécanismes de sauvegarde et application aux données du commerce extérieur du Sénégal, pour le compte du Gouvernement du Sénégal, Ministère du Commerce.

- Elaboration d'un modèle de détermination de la liste régionale des produits sensibles dans le cadre de la préparation de l'offre d'accès aux marchés de l'Afrique de l'Ouest à l'Union européenne par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Commission de la CEDEAO.

- Proposition d'un mécanisme de sauvegarde à intégrer dans l'offre d'accès aux marchés de l'Afrique de l'Ouest pour le compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Commission de la CEDEAO.

- Transformation de la liste régionale des produits sensibles du format SH6 au format SH10 pour le compte de la CEDEAO, Commission de la CEDEAO.

- Recensement des projets nationaux et de leurs mécanismes de financement dans le cadre du Programme de l'APE pour le développement, Cas du Sénégal.

- Evaluation financière des phases de la période 2008-2015 du Programme de développement de l'éducation et de la formation, DPRE/Ministère de l'Education, DPRE/Ministère de l'Education.

## D - FORMATIONS

- Méthodes d'évaluation d'impact des politiques et programmes de développement

- Master en Politiques publiques, avec deux spécialités :

\* Spécialité 1: Management des institutions et politiques publiques en éducation

\* Spécialité 2: Analyse appliquée des politiques économiques

- Master en Développement régional et local : Spécialité : Economie de la microfinance

- Formation Ecole PEP sur les techniques et outils d'analyse et de suivi de la pauvreté visant une meilleure connaissance des impacts microéconomiques des politiques et chocs macroéconomiques

## E - PUBLICATIONS

### • Documents de recherche

Déterminants des apprentissages dans l'éducation ...

Pourquoi les enfants quittent-ils l'école ?...

Fiscal Reforms and income inequalities...

L'impact des réformes de politiques commerciales...

Investir sur le capital humain Education et Santé

Réformes commerciales, réponse de l'offre...

Une modélisation des déterminants des décisions ...

Bonne gouvernance et fourniture de services publics ...

Politiques commerciales, intégration régionales...

Interactions entre l'accès à l'eau potable...

La stratégie de croissance accélérée du Sénégal est elle pro pauvre ?

Mesure élargie de la polarisation des niveaux...

La polarisation et les inégalités des revenus au Sénégal ...

Accumulation de capital humain, politique fiscale et croissance endogène

Union monétaire et impact du commerce bilatéral intra zone

Approche par les VAR structurels dans la zone CFA

Choix du régime de change, chocs exogènes et stabilité financière dans l' Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

Complémentarité entre banques et structures de microfinance en Afrique Subsaharienne : Une réflexion à partir des analyses de G. B. RICHARDSON

Co-mouvements économiques dans les pays de la Zone CFA : une analyse par le modèle factoriel dynamique généralisé

Développement financier, croissance économique et inégalités de revenus entre les pays de l'UEMOA

Exploring the finance-real economy link in U.S.: An Empirical Evidence from Panel Unit Root and Cointegration Analysis,

L'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les ménages africains au

sud du Sahara : analyse comparative à partir de microdonnées, Communication à la Conférence de Globelics, 5-8 octobre 2009, Dakar.

Les déterminants de l'adoption d'Internet par les ménages africains, Communication à la Conférence de Globelics, 5-8 octobre 2009, Dakar

### • **Bulletins d'information**

- Bulletin d'information N° 2 octobre 2008
- Bulletin d'information N° 3 octobre 2009

### • **Contributions dans des ouvrages**

- International Finance for Development in Africa (IFDA) Edition: Trade, Investment, Debt, Aid, and Remittances (<http://www.cespi.it/PDF/IFDA>).

- « Les transferts d'argent des migrants sénégalais. Entre espoir et risques de dépendance » in M.C. Diop, Le Sénégal des migrations : Mobilités, identités et sociétés. CREPOS – Karthala – ONU Habitat.

- « Impact de l'enseignement supérieur au Sénégal : un essai d'évaluation » - Economie de la connaissance et développement XXIVèmes Journées sur le développement. 20-21-22 mai 2008 - Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal. in Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde, N° 24.

- Bonne gouvernance et fourniture de services publics d'éducation et de santé en Afrique subsaharienne, dans Actes, Séminaires, African Economic Research Consortium, Nairobi.

- Le Sénégal face aux défis de la pauvreté : les oubliés de la croissance - Sous la direction de gaye DAFFE et Abdoulaye DIAGNE Ed. CRES – Karthala – CREPOS.

- Trade Liberalization and Poverty : ACGE Analysis of the 1990s Experience in Africa and Asia

- Etat des lieux du tourisme de patrimoine du sénégal - Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Europe – Afrique– Araïbe – Amériques. Karthala – CREJETA

- Impacts of climate Change on the Senegalese coastal zones : Examples of the Cap Vert and Saloum estuary. Global and Planetary Change.

### • **Contributions dans des cahiers de recherche/Working Papers**

- « Mondialisation et inégalités de genre chez les populations des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine ». Cahier de recherche/Working Paper 08-04 du Groupe de Recherche en Économie et Développement International (GREDI).

- « Mesure de la pauvreté des ménages selon le genre du chef au Sénégal et analyse de son évolution entre 1994/95 et 2001/02 ». In Micro Impacts of Macroeconomic and Adjustment Policies (MIMAP-Phase 2).

### • **Contributions dans des revues scientifiques**

- « Libéralisation commerciale, croissance et pauvreté au Sénégal : une analyse à l'aide d'un MEGC microsimulé dynamique. Auteurs : Nabil ANNABI, John COCKBURN\* et Bernard DECALUWE\* Publié dans la revue Economie et Prévision, Numéro 186, Mai.

- Politiques commerciales, intégration régionale et distribution de revenus au Sénégal. Auteurs : \*

## F – PARTENARIATS DU CRES

- PARTENARIAT CRES/MINISTERE DE L'EDUCATION DU SENEGAL

- PARTENARIAT CRES/ANSD

- PARTENARIAT CRES/DAPS

- PARTENARIAT CRES/ UNIVERSITE LAVAL

- PARTENARIAT CRES/PEP

- CRES CAPEC/CEFRED

- PARTENARIAT CRES/UNU-MERIT

- PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER

CRES CRDI/INITIATIVE THINK TANK